

DÉLAIS D'ACQUISITION DES VÉHICULES IMPORTÉS

LES PRÉCISIONS DU MINISTRE DE L'INDUSTRIE

03

PROTECTION DES
JOURNALISTES EN
AFRIQUE

L'UA LANCE UNE
PLATEFORME
NUMÉRIQUE

03

de l'administration Le Monde

Quotidien National d'Information • www.lemondeadm.com

Dimanche 31 Janvier 2021/ N° 1036

Prix : 20

SENSIBILISATION
DES ENFANTS SUR
L'ENVIRONNEMENT

L'ONA LANCE
UNE CAMPAGNE
À L'EST DU PAYS

03

page 03

LA RÉOUVERTURE DE
CE DOSSIER ET LA
PROGRAMMATION
D'UN NOUVEAU
PROCÈS À LA COUR
D'ALGER AVEC UNE
NOUVELLE
COMPOSANTE DU JURY
ONT ÉTÉ DÉCIDÉES
APRÈS L'ACCEPTION
PAR LA COUR
SUPRÊME, DU POURVOI
EN CASSATION
INTRODUIT PAR LA
DÉFENSE DES ACCUSÉS.

**ILS ONT ÉCOPÉ RESPECTIVEMENT
DE 15 ET 12 ANS DE PRISON FERME**

MONTAGE AUTOMOBILE :

**LOURDES PEINES
CONTRE OUYAHIA
ET SELLAL**



COMME PROMIS PAR

LE PRESIDENT TEBBOUNE

**LA CAMPAGNE
DE VACCINATION
OFFICIELLEMENT LANCÉE**

page 03

SUIVI DES
PERSONNES
VACCINÉES
CONTRE LA
COVID-19

UNE
PLATEFORME
NUMÉRIQUE
MISE SUR PIED

TRAFFIC DE PIÈCES ARCHÉOLOGIQUES

**TROIS PERSONNES
ARRÊTÉES À BLIDA**

LE CNRC RÉDUIT
LES TARIFS POUR
LES INSCRIPTIONS
PAYÉES PAR VOIE
ÉLECTRONIQUE

REGISTRE
DE COMMERCE

HEURES DE SALAT

Horaires de prière à Alger du Dimanche 31 Janvier 2021

Dohr	Asr	Maghreb	Icha
13:01	15:50	18:11	19:35

Horaires de prière à Alger du Lundi 01 Février 2021

Fajr	Chourouk
06:22	07:51

Météo



Alger 17° / Oran 17° / Annaba 14° /
Constantine 11° / Béchar 23° / Biskra 19° /
Djelfa 9° / Sétif 9° / Ghardaïa 19° / Jijel 15° /
Tlemcen 14°

ELLE
L'A DISSIMULE
DANS UN CONGELATEUR

Une Japonaise cache le cadavre
de sa mère pendant dix ans

Une Japonaise a dissimulé le corps de sa mère décédée pendant dix ans dans un congélateur. Aussi insolite, elle a expliqué son geste par la crainte d'être évincée de l'appartement en cas de découverte du décès. Les policiers ont indiqué Yumi Yoshino, 48 ans, était détenue car soupçonnée d'avoir caché le corps d'une femme retrouvé dans un congélateur d'un appartement à Tokyo. L'accusée a dit avoir caché le corps il y a dix ans car elle ne voulait pas déménager de l'appartement qu'elle avait partagé avec sa mère. La location de l'appartement dans un immeuble de Tokyo était au nom de la mère, dont l'âge au moment de la mort est estimé à environ 60 ans. Yumi Yoshino a été obligée de quitter l'appartement à la mi-janvier suite à des retards de loyer et c'est une personne venue le nettoyer qui a fait la macabre découverte.



SUR INSTRUCTION DU MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

La Maison de la presse augmente le prix
du loyer de 150 %

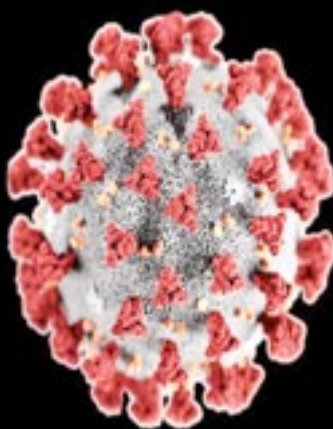
Les locataires de la Maison de la presse, dont les quotidiens, les hebdomadaires, les sites en ligne et les agences de communication, ont été surpris d'apprendre l'augmentation du prix du loyer de 150 %. Selon nos sources, cette hausse a été décidée sans aucun préavis, ce qui a soulevé le courroux de certains éditeurs et des responsables de boîtes de communication qui, rappelons-le,

ont broyé du noir depuis le début de la pandémie du coronavirus en Algérie au mois de février 2020. Selon les mêmes sources, cette mesure émane du ministère de la Communication et qui aurait estimé que les tarifs appliqués, jusqu'ici, étaient symboliques. Au demeurant, le ministère de tutelle jouit de toutes les prérogatives pour fixer et/ou augmenter le prix du loyer, mais, estiment

nos interlocuteurs, la crise de la Covid-19 a sérieusement impacté les locataires avec le manque criant de la publicité, l'annulation des événements, des forums et le manque des sponsors pour certaines entreprises de presse qui, aujourd'hui, sont prises entre le marteau et l'enclume : subir cette hausse pour sauver l'outil de travail ou compresser les effectifs.

FERMETURE DES
FRONTIÈRES A CAUSE
DE LA COVID-19

L'Algérie impacte le
port de Marseille



Avec la crise sanitaire, le grand port maritime de Marseille (GPMM) a traversé une année 2020 particulièrement morose marquée par une baisse de trafic de plus de 12 %. Ainsi, la fermeture des frontières par l'Algérie a causé au trafic du conteneur une baisse de 10 %, dont 25 % avec l'Algérie de 25 %. Selon le site l'Antenne spécialisée dans le secteur du transport et de la logistique, dans le secteur du passager, le GPMM a connu une chute de 76 % de son activité, avec 742 000 voyageurs. Une tendance due à la diminution dans le domaine de la ligne régulière, soit de 89 % sur l'Algérie, de 55 % sur la Tunisie et de 28 % sur la Corse et une activité croisière à l'arrêt. Selon, Chantal Helmann, responsable au GPMM, « l'Algérie n'a toujours pas rouvert ses frontières », mais elle mentionne l'ouverture en fin d'année de la ligne fret et passagers sur Tanger par La Méditerranée, qui a comptabilisé 1 526 passagers en décembre.

CONDAMNÉ A AIN DEFLA ASIX MOIS DE PRISON
AVEC SURSIS

Le directeur d'Algérie Poste a causé
un trou de 700 millions

Le tribunal d'El Attaf, qui relève de la cour d'Ain Defla, a condamné le directeur d'Algérie Poste de la wilaya de Chlef à six mois de prison avec sursis. La même peine a également été prononcée à l'encontre de deux gardiens de la même institution postière dans une affaire de détournement de 700 millions de centimes commise lors du transfert des services du bureau de poste de la localité de Bir Safsaf situé aux frontières entre Chlef et Aïn Defla afin d'y effectuer des travaux de rénovation, vers le siège de l'APC d'Oued Fodda. Selon nos sources, l'affaire relative à ce détournement remonte à 2018 lorsque les services financiers concernés qui faisaient l'objet dudit transfert, n'avaient pas été correctement sécurisés comme l'exige la réglementation en vigueur, à savoir les assurances nécessaires, la présence de surveillants et les caméras, ce qui facilité le détournement des 7 millions de dinars. D'ailleurs, c'est ce qu'on a reproché au premier responsable d'Algérie Poste et de ses deux gardiens qui exerçaient leurs fonctions au bureau de poste où le détournement avait été commis et pour lesquels ils sont condamnés.



GESTION INTEGREE DES DECHETS

Une pièce théâtrale pour initier les
enfants aux écocistes

Le ministère de l'Environnement et l'Agence nationale des déchets (AND) viennent de lancer une démarche louable et originale pour initier les enfants, âgés de 8 à 14 ans, à la gestion intégrée des déchets. En effet, ces deux institutions ont pensé au théâtre et au spectacle pour lancer une caravane qui va sillonner quatre wilayas du pays, à savoir M'Sila avec deux stations, Batna, Mila et Skikda. Selon l'AND, la pièce théâtrale didactique intitulée « Nifayat Dar Amine » (Les déchets de la maison d'Amine) sera interprétée aux enfants de ces quatre wilayas en présence des autorités locales et des enseignants. Ainsi, et profitant des vacances scolaires, l'AND compte mener son action pour promouvoir une gestion intégrée des déchets et d'initier les enfants aux écocistes à entreprendre.



LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde

Fondation pour l'édition
et la publicité

EDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

BEDACTEUR EN CHEF

A.SAJIM

SIÈGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL
023957070

COMPT. NUMERO

005001112145636147 BDL

ANEP TEL 02173778

021737128

FAX 021739559

DIEUSION

OUEST- CENTRE- EST

IMPRESSION

SIA

COMME PROMIS PAR LE PRÉSIDENT TEBBOUNE

Covid-19 : la campagne de vaccination officiellement lancée

Une enveloppe financière de quelque 20 milliards de dinars a été allouée à cette opération. En parallèle, des efforts sont consentis par les autorités pour réceptionner un nombre beaucoup plus important en doses de vaccin d'ici quelques jours.

La campagne de vaccination contre le nouveau coronavirus a été lancée, officiellement, depuis hier, à partir de la ville de Blida. Promis avant la fin du mois en cours par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la campagne est lancée à partir de la ville qui a enregistré un premier cas de contamination en février 2019. En effet, c'est à la polyclinique Les Bananiers que plusieurs membres du gouvernement, dont Pr Abderrahmane Benbouzid, ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Lotfi Bahmed, ministre de l'Industrie pharmaceutique, Smaïl Mesbah, ministre délégué chargé de la réforme hospitalière, ainsi que Dr Djamel Fourar, porte-parole du Comité scientifique de suivi de la pandémie du Coronavirus, que le coup d'envoi de la campagne de vaccination a été donné. Sur place, c'était le directeur de la Santé de la wilaya de Blida qui s'est fait vacciner en premier, avant de céder la place à plusieurs dizaines de citoyens venus se faire inoculer



le vaccin Spoutnik V importé de Russie moins de 48 heures auparavant. Supervisée par l'Institut Pasteur, Les moyens logistiques et humains nécessaires à la campagne ont été mis sur place. « Le

ministère de la Santé a mis en place tous les moyens matériels et organisationnels à travers notamment la formation des staffs qui seront chargés de cette campagne à travers le territoire national. Près

de 8000 centres de vaccination au niveau des hôpitaux, des polycliniques et des établissements de santé de proximité, ayant une expérience en la matière ont été mobilisés pour la campagne de vaccination contre la Covid-19 », a informé le ministre de la Santé, précisant, à ce propos, que la campagne sera généralisée à toutes les wilayas du pays d'une manière progressive. Concernant les personnes cibles de la campagne, le ministre de la Santé a souligné qu'il s'agira, d'abord, de personnes âgées, de malades chroniques avant de toucher l'ensemble de la population. Il a appelé, à l'occasion, les citoyens à adhérer à cette campagne, avant d'appeler, en outre, au respect des mesures préventives, comme le port du masque, la distanciation sociale et les gestes barrières. Concernant le vaccin, Dr Djamel Fourar a souligné que le vaccin Spoutnik V « est parmi les quatre ou cinq autres vaccins sur les dix homologués par l'Organisation mondiale de la santé », ajoutant « les rapports et études scientifiques

ont prouvé que son efficacité avoisine les 92%, voire 100% ». Après la cérémonie qui a entouré l'opération de lancement de la campagne, le personnel de la polyclinique a ouvert la salle de vaccination aux citoyens. Rien que pour la matinée d'hier, une trentaine de personnes ont été vaccinées. Interrogés sur les préparatifs de la campagne, plusieurs médecins ont assuré qu'un planning sera mis sur place pour la suite de la campagne. Cette même campagne sera lancée, ce matin, à Alger, à partir de la clinique « Les Sources ». A propos des 500.000 doses réceptionnées, le ministre de la Santé a rassuré qu'une enveloppe financière de quelques 20 milliards de dinars a été allouée à cette opération, mettant l'accent sur les efforts des autorités pour réceptionner un nombre beaucoup plus important en doses de vaccin d'ici quelques jours. Le ministre n'a pas exclu d'autres commandes pour d'autres laboratoires ayant fait preuve dans ce domaine.

Ouiza. K

Cour : le rôle de la médiation dans le règlement des litiges mis en exergue (rencontre)

Le rôle de la médiation judiciaire dans le règlement des litiges et la préservation des liens sociaux a été mis en exergue, samedi, par les participants à un séminaire sur le thème de la médiation, organisé par la cour de justice de Tizi-Ouzou. L'enseignant à la faculté de droit de l'université Mouloud Mammeri, Mohand Amokrane Boubchir, qui a donné une communication sur "la médiation dans la loi", a souligné que le recours au médiateur judiciaires pour le règlement de certains litiges, relevant de ses missions, permettra de "réduire le nombre d'affaires qui atterrissent sur les bureaux des instances judiciaires tout en préservant les liens sociaux". Un conflit réglé à l'amiable permet aux deux parties concernées de

préserver le lien familial, professionnel ou d'amitié et d'éviter les rancunes et autres animosités si les deux adversaires se retrouvent devant la justice, a-t-il expliqué. Le conférencier a observé que le médiateur judiciaire n'a pas pour mission de donner tort ou raison à une des parties en conflit, mais à proposer une solution arrangeant les deux plaignants. Selon lui certaines affaires relevant notamment des conflits familiaux ou fonciers, peuvent être réglés à l'amiable via la médiation. Me Boubchir a rappelé, dans une déclaration à la presse en marge de ce séminaire, que jadis la médiation était très répandue dans plusieurs villages de la région de Kabylie, relevant que très peu d'affaires arrivaient en justice, les autres étant réglées à l'amiable

par l'assemblée du village qui désigne un "Sage", connu pour sa sagesse et son discernement, spécialement à cet effet. "Avant, dans les villages, tous les litiges doivent d'abord passer par l'assemblée du village, pour essayer d'y trouver une solution et il était rare qu'on recourt à la justice, qui n'est sollicitée que pour des affaires graves", a-t-il observé, en ajoutant qu'il serait intéressant de "faire revivre cette ancienne tradition". Le procureur général près la cour de Tizi-Ouzou, Abdelkader Amrouche a insisté, lui aussi, sur l'importance de la médiation dans le règlement des litiges notamment dans la région de Kabylie où les conflits concernent notamment le foncier, car "il s'agit d'une région où le taux du cadastre est faible".

Suivi des personnes vaccinées contre la Covid-19

Une plateforme numérique mise sur pied

Les personnes vaccinées contre la Covid-19 seront suivies pendant plusieurs semaines, pour connaître, au cas par cas, l'évolution de leur état de santé. C'est ce qu'a déclaré, hier, Dr Djamel Fourar, porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus. « Nous avons mis en place une plateforme numérique pour le suivi quotidien de l'état de santé des personnes vaccinées à travers toutes les wilayas », a précisé Dr Fourar en marge du coup d'envoi de la campagne de vaccination à partir de Blida. Rétirant que le vaccin Spoutnik V acquis par l'Algérie « est efficace dans le renforcement des défenses immunitaires, sans présenter de complications », il a précisé que plusieurs pays européens ont opté pour ce vaccin pour la vaccination de leurs populations. L'entame de l'opération de vaccination est un « évènement historique », a ajouté Dr Fourar, qui a tenu à préciser que « la campagne a débuté dans le délai fixé par le président de la République ». Il

a affirmé, dans ce sens, que l'opération se poursuivra tout au long de l'année en cours et concernera dans un premier temps le personnel médical et les personnes exerçant des fonctions stratégiques et importantes pour le pays, de même que les personnes âgées de 55 ans et plus et les malades chroniques. L'opération de vaccination concernera, dans une prochaine étape, les plus de 18 ans, et ce, « en fonction du programme et de la stratégies tracés », a-t-il fait savoir. Par ailleurs, Dr. Fourar a annoncé le lancement demain (aujourd'hui NDLR) de la vaccination à Alger, à partir de la clinique "Les sources". Cette opération se poursuivra au fur et à mesure dans les différentes wilayas du pays pour englober pas moins de 80% de la population, a-t-il indiqué ajoutant que la réception des quotas restants du vaccin se fera de manière graduelle. Le Porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus a fait savoir, dans le même sens, que "l'opération englobera évidemment les

zones d'ombre auxquelles seront dédiées des équipes mobiles". Faisant état de la réception, dimanche à Alger, du vaccin AstraZeneca, "très efficace aussi", Dr. Fourar a souligné qu'aucun pays au monde ne s'est contenté d'acquiescer un seul vaccin en raison de la pression au niveau mondial sur la demande de vaccins anti-Covid 19. Rappelant que de "grands pays" n'avaient pas encore entamé la vaccination, Dr Fourar a fait savoir que le Gouvernement avait consacré 20 Mds Da pour mener à bien cette opération au niveau national et que le coût du premier quota (50.000 doses) était de 1,5 Md Da. "La santé du citoyen algérien est inestimable comme l'a avancé le président de la République. Nous fournirons le vaccin au citoyen, quelque qu'en soit le prix," a-t-il déclaré. Il a rappelé, en outre, la formation des corps médical et paramédical chargés de l'opération de vaccination au niveau du ministère ainsi que par visioconférence au niveau des wilayas.

R. N

Protection des journalistes en Afrique

L'UA lance une plateforme numérique

Afin de lutter contre la violence à l'endroit des journalistes et alerter sur les menaces dont ils sont souvent victimes, l'Union africaine a lancé, hier, avec le soutien de l'UNESCO la première plateforme numérique en ligne. Elle vise principalement à améliorer la protection des journalistes, ainsi qu'à favoriser les mécanismes d'alerte rapide et à renforcer la capacité de réaction sur le continent, a rapporté l'ONU sur son site. "Les médias ont un rôle crucial à jouer dans le mouvement historique et continental des Africains pour construire un continent de leurs rêves", a déclaré le Président de l'Union africaine et de la République d'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, qui a coprésidé le lancement avec Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO, et Jamesina King, de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (UA-CADHP), Rapporteuse spéciale sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique. Le Président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré s'est pour sa part félicité de l'initiative, indique l'ONU. "Nous avons le devoir de défendre vigoureusement le droit des journalistes à faire leur travail de collecte, de publication et de diffusion de l'information, même si nous ne sommes pas d'accord avec tout ou partie de ce qui est dit ou écrit", a-t-il souligné, ajoutant que son pays reste attaché à la liberté de la presse et à l'indépendance des médias. La plateforme sera en mesure de fournir une réponse en temps réel sur l'ensemble du continent, afin de mettre fin à l'impunité des attaques visant les journalistes africains, harcèlement, arrestations arbitraires, agressions et assassinats, précise l'ONU. Elle constituera un mécanisme de coopération qui assurera un suivi des attaques sur le continent et contribuera à la médiatisation de celles-ci ainsi qu'aux actions à envisager pour lutter contre l'impunité. Le dispositif permettra également de créer des synergies entre les parties prenantes afin de contraindre les auteurs des violences envers les journalistes et l'ensemble des médias à répondre de leurs actes. Cette initiative s'inspire de la Plateforme pour la protection du journalisme et la sécurité des journalistes du Conseil de l'Europe, rappelle l'ONU.

G.H

ILS ONT ÉCOPÉ RESPECTIVEMENT DE 15 ET 12 ANS DE PRISON FERME

Montage automobile : lourdes peines contre Ouyahia et Sellal

La réouverture de ce dossier et la programmation d'un nouveau procès à la Cour d'Alger avec une nouvelle composante du jury ont été décidées après l'acceptation par la Cour suprême, du pourvoi en cassation introduit par la défense des accusés.

Le procès en appel des deux anciens premiers-ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal dans l'affaire du montage automobile et du financement occulte de la dernière campagne électorale d'avril 2019, n'a finalement pas servi à grand-chose. En effet, les deux ex-coordonnateurs de l'Exécutif n'ont pas vu leurs peines respectives réduites d'un iota. La Cour d'Alger qui a traité l'affaire après le pourvoi en cassation interjeté et accepté par la Cour suprême, l'institution judiciaire a, tout bonnement, confirmé les peines décidées lors de la première instance et lors de l'appel contre les prévenus. Ainsi, Ahmed Ouyahia a écopé de 15 ans de réclusion, assortis de 2 millions de dinars d'amende. Abdelmalek Sellal a été condamné, quant à lui, à 12 ans de prison ferme. Cette peine est assortie d'un million

de dinars d'amende les deux anciens ministres de l'Industrie, Youcef Yousfi et Mahdjoub Bedda ont été condamnés à 3 et 2 ans de prison ferme, assortis de 2 millions de dinars d'amende. La même juridiction a condamné, dans ce même procès, Ali Haddad, ancien président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), à une peine de 04 ans de prison ferme assortie d'une amende de 500.000 DA. Les hommes d'affaires et concessionnaires de voitures, Hassan Larbaoui et Ahmed Maazouz ont été condamnés à 04 ans de prison ferme. Mohamed Bairi a écopé de 3 ans de prison ferme, et Amine Tira, cadre au ministère de l'Industrie, à 02 ans de prison ferme, avec confirmation des amendes précédentes. La Cour a également ordonné la saisie des revenus illicites et des avoirs gelés sur les comptes bancaires, ainsi que la confiscation des

biens meubles et immeubles des accusés et des entreprises des hommes d'affaires. La Chambre pénale a accordé un délai d'une semaine à la défense des accusés pour faire appel des jugements rendus. Pour précision, la réouverture de ce dossier et la programmation d'un nouveau procès à la Cour d'Alger avec une nouvelle composante du jury ont été décidées après l'acceptation par la Cour suprême, du pourvoi en cassation introduit par la défense des accusés. Il s'agit du premier dossier de corruption traité par le Tribunal de Sidi M'hamed, en décembre 2019, et dans lequel sont poursuivis les anciens Premiers ministres, Ouyahia et Sellal, les anciens ministres de l'Industrie, Youcef Yousfi, Mahdjoub Bedda et Abdeslam Bouchouareb, et l'ancien ministre des Transports et des travaux publics, Abdelghani Zaâlâne. Les hommes

d'affaires Hassane Larbaoui et Mohamed Baïri et l'ancien président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, ont également été condamnés dans cette affaire. Les accusés étaient poursuivis pour dilapidation de deniers publics, octroi d'indus avantages, notamment dans le secteur du montage automobile, et financement occulte de la campagne électorale du candidat à la Présidence d'avril 2019, Abdelaziz Bouteflika. Ils ont écopé de peines allant de 3 à 15 ans de prison ferme assorties d'amendes. L'ancien ministre des Transports et des travaux publics, Abdelghani Zaâlâne, qui était poursuivi en qualité de directeur de campagne du président déchu Abdelaziz Bouteflika, et le directeur de la Banque nationale d'Algérie (BNA), Aboud Achour, ont, quant à eux, été acquittés.

Quiza. K

ENVIRONNEMENT

Une caravane de sensibilisation des enfants sur le thème des déchets

Le ministère de l'Environnement a lancé, par le biais de l'Agence nationale des déchets (AND) au niveau de nombre de wilayas de l'est du pays, une caravane de sensibilisation sur le thème des déchets à travers une pièce théâtrale destinée aux enfants intitulée "Nifayatou Dar El Amine", a appris l'APS auprès de l'AND. Destinée aux enfants de 8 à 14 ans, cette pièce qui sera présentée à M'sila, Batna, Mila et Skikda traite de la protection de l'environnement, en général et de la gestion intégrée des déchets, en particulier. Program-

mée les 30 et 31 janvier, la première représentation aura lieu dans deux régions de la wilaya de M'sila avant de se jouer à Batna le 1 février, à Mila le 4 février et enfin à Skikda, le 6 février, a-t-on précisé. L'objectif de cette caravane est la vulgarisation de la gestion intégrée des déchets et la sensibilisation des citoyens à l'adoption de comportements pro-environnementaux, souligne la même source, qui a rassuré quant au respect du protocole préventif en vigueur contre la propagation du nouveau Coronavirus.

M.L



TRAFIC DE PIÈCES ARCHÉOLOGIQUES

Trois personnes arrêtées à Blida

Trois personnes ont été arrêtées, par les services de la gendarmerie nationale de la wilaya de Blida, pour trafic de pièces archéologiques classées datant du 19ème siècle. Selon un communiqué de la cellule de communication et des relations générales de ce corps, "la brigade de recherches de la gendarmerie nationale de Blida a arrêté, dans le cadre de la lutte contre la criminalité et la protection des citoyens et de leurs biens, trois indivi-

us âgés entre 30 et 48 ans, pour trafic de pièces archéologiques classées". Il s'agit, selon le même document, d'une épée et d'un poignard datant du 19e siècle relevant de la civilisation de la région de la Grande Kabylie (tribu Iflis Levher). Cette affaire a été mise à jour, suite à des informations parvenues à la brigade suscitée, portant sur la présence d'individus en possession de pièces archéologiques, qu'ils s'approprièrent à écouler à bord d'un véhicule touristique,

a-t-on ajouté de même source. Suite à quoi le lieu des suspects a été déterminé, avant l'interpellation du véhicule en question, puis sa fouille qui a abouti à la découverte à son bord d'une épée et d'un poignard du 19ème siècle, relevant de la tribu Iflis Levher de la région de la Grande Kabylie, est-il précisé dans le même document, signalant la présentation prochaine des suspects devant la justice.

R. N

Lancement de la plateforme numérique du Plan national de prise en charge de l'infarctus du myocarde à la phase aigue (ministre)

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a annoncé samedi le lancement de la plateforme numérique du Plan national de prise en charge de l'infarctus du myocarde à la phase aigue. Ce plan qui vise l'amélioration du délai de prise en charge (protocoles et évaluation périodique) a été adapté aux spécificités de chaque région, a précisé le ministre à l'ouverture d'une rencontre scientifique sur la prise en charge de l'infarctus du myocarde à la phase aigue. S'appuyant sur les registres de l'Institut national de la santé publique (INSP) et des études de la Société algérienne de cardiologie, le ministre a relevé que la moyenne du délai de prise en charge des malades était "très longue", c'est-à-dire plus de six heures, qui est le délai vital, selon les normes en vigueur. Face

à ce constat, le ministère a mis en place un Plan national pour l'amélioration du délai nécessaire à la prise en charge du malade, soit dans les 6 heures au maximum, afin de réduire le nombre de décès suite à l'infarctus du myocarde à la phase aigue à travers toutes les wilayas du pays, a indiqué Pr. Benbouzid. Il s'agit également de réduire le +délai malade+, qui correspond à la durée entre le début de la douleur et le premier contact médical, a-t-il ajouté mettant en avant les efforts du ministère de la Santé pour "la mise en place de Réseaux régionaux institutionnalisés et la désignation d'un médecin généraliste au niveau des urgences des structures dites primaires de douleurs thoraciques". Au titre de ce Plan, les Centres régionaux de référence en cardiologie seront réhabilités en matière de formation et de perfectionnement des généralistes

des structures dites primaires de douleurs thoraciques dans le diagnostic de l'infarctus du myocarde à la phase aigue. Un accompagnement et une assistance seront assurés à ces centres en matière de diagnostic, de traitement et de prise en charge secondaire du patient en cas de besoin, à travers des réseaux organisés regroupant les structures dites primaires de douleurs thoraciques et les Centres régionaux de référence en cardiologie, ainsi que les différents intervenants via une application numérique sécurisée dédiée à l'infarctus du myocarde. Pr. Benbouzid a évoqué, dans ce sens, la mise en place de protocoles clairs et pertinents avec des évaluations périodiques ainsi que et à l'organisation de vastes campagnes de sensibilisation sur la douleur thoracique et l'infarctus du myocarde.

A.Z

Plainte de Ferhat Ait Ali contre Youcef Nebbache

Le procès renvoyé au 28 février

Le procès de l'affaire opposant le ministre de l'Industrie, M. Ferhat Ait Ali, au président de l'Association des concessionnaires automobiles multimarques (Acam), M. Youcef Nebbache, n'a pas eu lieu, jeudi, au tribunal de Bir Mourad Raïs. Il a été, en effet, renvoyé au 28 février prochain, sur demande de la défense. Selon Me Khaled Al-louache, avocat de la défense qui a formulé la demande du report, « la présence du ministre à l'audience est une nécessité ». Il a ajouté qu'en tant qu'avocat « la défense a besoin d'un peu plus de temps pour étudier et le dossier et réunir toutes les preuves de l'innocence de notre mandant ». Pour rappel, M. Ait Ali a décidé de déposer plainte contre M. Nebbache, suite aux déclarations de ce dernier sur la gestion du dossier de l'importation des voitures neuves. Jugées diffamatoires et portant atteinte à la sécurité nationale, le département de Ferhat Ait Ali a vite fait de réagir aux déclarations de Youcef Nebbache en déposant plainte avec citation directe. Les déclarations du président de l'Association des concessionnaires automobiles multimarques (Acam), ont été tenues, pour précisions, sur les ondes de la Radio nationale. Pour les avocats de la défense, Youcef Nebbache « a réagi en tant qu'expert ». De ce fait, « il n'a fait qu'exprimer un avis sur les dispositions du cahier des charges que le ministre a élaboré ». Pour les avocats, « Si Nebbache en tant qu'expert et président de l'Acam ne peut pas émettre un avis et critiquer la politique du ministre en matière d'industrie de l'automobile, qui peut le faire à sa place ? ». A noter que cette plainte a suscité beaucoup d'interrogations, surtout que rien n'a filtré depuis sur les agréments délivrés aux concessionnaires. A ajouter, également, que le ministre de l'Industrie fait face depuis un moment à une large campagne, notamment médiatique, menée par des cercles dont il se dit qu'ils sont « exclus » de certains avantages qu'ils en ont déjà eu.

O. K

INDUSTRIE

Les délais d'acquisition des véhicules importés ne relèvent pas des prérogatives du ministère (ministre)

Le ministère de l'Industrie a pour rôle l'octroi des agréments définitifs d'importation au profit des opérateurs répondant aux conditions du cahier de charges et non de définir les délais d'arrivée des premiers véhicules, a estimé samedi à Alger le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham. Interrogé par la presse sur les délais d'importation des premiers véhicules neufs lors d'une conférence organisée par l'Institut national des études de stratégie globale (INESG), le ministre a estimé que le ministère a pour rôle l'octroi des agréments d'importation et non de définir les délais d'acquisition, estimant non pertinents les questionnements réguliers sur la date d'entrée des premiers véhicules neufs par les concessionnaires agréés. "Ce ne sont pas des prérogatives du ministère de l'Industrie ou du ministère du Commerce de définir les dates d'entrée des véhicules. C'est à l'opérateur de définir comment, quand et d'où il doit acquérir les véhicules après l'octroi de son agrément définitif", a expliqué M. Ait Ali Braham, au moment où quatre (04) autorisations provisoires ont été récemment accordées par le ministère.



Par ailleurs, interrogé sur la lutte contre le marché parallèle des devises, notamment au niveau de la place du Square Port-Saïd à Alger, M. Ait Ali a estimé que "le Square n'est pas une zone à vider, c'est une logique à tarifier". "Le citoyen a besoin d'un accès à un moyen d'échange de la devise.

Fermer le Square peut se faire physiquement mais la pratique ira vers d'autres lieux", a-t-il expliqué, ajoutant que la transparence des transactions financières imposera la fin des opérations suspectes au niveau des marchés parallèles, permettant ainsi au citoyen d'accéder à la devise de ma-

nière réglementaire.

L'industrie de l'amont privilégiée dans la nouvelle politique de relance de l'industrie nationale

Par ailleurs, le ministre a évoqué lors de la conférence les contours du plan de relance de l'économie nationale s'appuyant sur une réelle industrie solide, impliquant l'activité de transformation dans différents secteurs d'activité. Dans ce cadre, M. Ait Ali Braham a affirmé que le soutien de l'Etat, notamment via les facilitations fiscales portées par la Loi de Finance 2021, sera orienté vers l'amont industriel. Les soutiens fiscaux et parafiscaux seront orientés, a-t-il dit, vers l'industrie d'intégration et vers la réhabilitation de l'outil industriel existant. "Tout opérateur transformant la matière première aura la priorité en matière de financement", a-t-il assuré, notant que le secteur public possède les capacités et l'outil industriel pour activer dans ce créneau. Citant une liste non exhaustive des principaux secteurs concernés, le ministre a énuméré

la pétrochimie, les mines et l'industrie mécanique. Concernant la pétrochimie, le ministre a fait savoir que des projets d'investissement sont en cours de réalisation, notamment dans la fabrication de polymères. De plus, il s'agit de l'exploitation rationnelle du secteur minier national pour la transformation de ces ressources au niveau local et non pas pour exporter du minerai brut. Le ministre a également évoqué la relance économique nationale à travers l'appui de l'industrie mécanique, expliquant que la locomotion électrique prendra le dessus sur le thermique dans les prochaines années. "Dans notre politique de relance, l'industrie publique mécanique doit s'appuyer sur des bases et des techniques nouvelles avec des ressources humaines issues des universités algériennes", a-t-il estimé. En outre, questionné sur l'ENIEM, M. Ait Ali Braham a indiqué que le plan de sauvetage immédiat de l'entreprise a été imposé par le contexte social, "mais le plan réel de sauvetage consiste à relancer effectivement l'ambition qu'avait l'ENIEM lors de sa création, à savoir, réaliser une intégration maximale".

A.Z

Urgence de transformer les systèmes agroalimentaires mondiaux (FAO)

Le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Qu Dongyu, a appelé à mener une "action mondiale qui repose sur des synergies" pour transformer les systèmes agroalimentaires, "avant qu'il ne soit trop tard", a indiqué la FAO sur son site web. "Il faut opérer des changements selon une approche holistique si l'on veut s'attaquer à des questions telles que le changement climatique, la production agricole, la démographie, les exigences des consommateurs, la biodiversité, la nutrition, les organismes nuisibles, ou encore les technologies du secteur alimentaire", a expliqué M. Dongyu lors d'une table ronde qui a rassemblé des experts de haut niveau à l'occasion de la réunion annuelle du

Forum économique mondial habituellement organisée à Davos, qui se déroule en ligne cette année. Le directeur a souligné, dans ce sens la nécessité de "faire preuve de solidarité, agir de toute urgence, être responsable, innover et prendre des mesures concrètes", afin de garantir un approvisionnement alimentaire durable pour les quelque 10 milliards de personnes qui devraient peupler la planète d'ici à 2050. "Nous savons que les ressources - intellectuelles, financières et matérielles ne manquent pas pour stimuler l'innovation et transformer les systèmes agroalimentaires", a poursuivi M. Qu faisant observer que "l'innovation, en particulier numérique, avait connu un véritable essor dans le contexte des restrictions liées à la pandémie, ce qui a entraîné certains change-

ments, qui feront probablement partie intégrante de tous les secteurs et en deviendront des caractéristiques permanentes à long terme". M. Dongyu a signalé également que la fracture numérique demeure trop profonde car, trop souvent, les familles de petits agriculteurs en milieu rural font face à plusieurs problèmes, connectivité insuffisante, aversion au risque, informations insuffisantes, manque d'argent, faibles compétences numériques et faible niveau d'instruction. Il a appelé à mener une action concertée pour aider les pays et les régions à résorber leur fracture numérique. Selon le site de la FAO, le domaine des systèmes alimentaires fera l'objet d'un important sommet organisé par les Nations Unies, plus tard dans l'année.

K.L

ENIEM

Vers le rééchelonnement de la dette de l'entreprise (P-dg)

La dette à long terme de l'Entreprise nationale des industries électroménagères (ENIEM) de Tizi-Ouzou auprès de la banque sera rééchelonnée dans le cadre du plan de redressement et de relance envisagé par les pouvoirs publics, a-t-on appris samedi de son nouveau président directeur-général (PDG), Mustapha Chaoui. La démarche de rééchelonnement de la dette de l'entreprise auprès de la Banque extérieure d'Algérie (BEA), et qui avoisine les 4,4 milliards DA, s'accompagnera "d'une période de détente de 3 années pour donner un nouveau souffle à l'entreprise", a indiqué le P-dg dans un bref entretien à l'APS. M. Chaoui, nouvellement installé à la tête du groupe électroménager, a soutenu que "la banque demeure un partenaire dont l'entreprise, en situation de crise, a besoin", ajoutant que "le principe de l'accompagnement est acquis dans le cadre de ce plan de redressement et de relance". Reste, a-t-il souligné, à "définir les modalités de ce rééchelonnement et

à rassurer la banque sur l'opportunité d'ouverture de nouvelles lignes de crédit au profit de l'entreprise" qui présentera comme garanties, a-t-il ajouté à ce propos, "l'hypothèque de son patrimoine actif". L'autre démarche qu'entreprendra la nouvelle direction dans le cadre de ce même plan, a-t-il indiqué, est "la recherche et la concrétisation de contrat de partenariat avec des partenaires locaux ou étrangers dans l'objectif de se conformer aux dispositions du nouveau cahier des charges de la filière électroménagère qui exige un certain taux d'intégration des produits". Mais aussi, a-t-il renchérit, "pour intégrer les nouvelles technologies pour être compétitif et pouvoir se placer sur le marché". Les produits ENIEM, a-t-il expliqué, utilisent encore la technologie dite de "froid statique", consommatrice d'énergie, au taxes élevées et qui fait augmenter le coût de production, et le défi est d'intégrer les nouvelles technologies pour basculer vers celle dite "Go Frost", plus écono-

mique". "Nous sommes obligés de suivre l'évolution du marché et d'aller vers la compétitivité de nos produits pour pouvoir les placer" faisant savoir que des contacts ont été déjà lancés dans ce sens avec certains groupes dont, entre autres, Condor, Iris et Brandt. Pour l'heure, souligne M. Chaoui, "l'objectif premier est la reprise de l'activité de l'entreprise avec le peu de matière première dont elle dispose et l'accompagnement des pouvoirs publics, et des différents partenaires". En outre, et s'agissant de l'annulation du chômage technique décidé par l'ancienne direction en décembre dernier qui a été soulevé par les travailleurs de l'entreprise, M. Chaoui a indiqué qu'il s'est engagé à le faire dès la prochaine réunion du Conseil d'administration de l'entreprise. "Je comprends l'appréhension des travailleurs et je me suis engagé, lors de mon installation, à procéder à l'annulation de cette décision pour les rassurer et leur permettre de reprendre le travail

AMINE.R

Plantation programmée de 20 ha d'oliviers au village de Menadsia

Les services des forêts ont programmé la plantation d'oliviers sur une surface de 20 hectares au niveau du village de Menadsia dans la commune de Benfréha (Oran), dans le cadre du programme de développement des zones montagneuses, a-t-on appris samedi du chef de la subdivision des forêts d'Arzew. Les plants seront distribués aux agriculteurs au cours de cette année pour concrétiser cette opération, a indiqué Nouredine Kaim en marge d'une action de volontariat de reboisement, organisée samedi à la forêt de "Granine" dans la commune de Bethioua. Parallèlement à cette opération qui concerne des agriculteurs riverains des forêts, la subdivision d'Arzew accueille actuellement les demandes des concernés pour les doter en oliviers dans le cadre du programme de développement des zones montagneuses prévu d'être lancé en 2021. Dans le cadre de la lutte contre les feux, la subdivision a bénéficié de projets portant sur des travaux sylvicoles sur une surface de 50 ha à Bethioua, l'aménagement de pistes boisées sur 6 kilomètres entre Bethioua et Mers El Hadjadj. Lancés à la fin de l'année dernière, ces travaux sont en cours, a-t-on fait savoir. En ce qui concerne la campagne de reboisement organisée samedi dans la forêt de "Granine" dans la commune de Bethioua, il est prévu de planter 2.000 arbres de pin d'Alep sur une superficie de deux hectares, avec la participation d'organisations, d'associations et de citoyens, selon le chef de la subdivision forestière d'Arzew. Cette opération est la cinquième du genre pour la subdivision depuis le lancement de la campagne de reboisement en novembre dernier, la première a été à "Djebel K'har" (Montagne des lions) dans la commune de Hassi Benyebka, la seconde dans la forêt "Tafranet" (Gdyel) et la troisième au "Planteau" (Arzew), alors que la quatrième a eu lieu dans la forêt "Kessiba" dans la commune de Sidi Benyebka.

MALIKA.R

Monnaie : Un nouveau billet de banque de 2.000 DA

Un règlement portant création d'un billet de banque de deux mille (2.000) dinars algériens, et un second qui porte sur l'émission et la mise en circulation de ce même billet ont été publiés dans le dernier Journal officiel (n°5). Le premier règlement signé par le gouverneur de la Banque d'Algérie, Rosthom Fadli, en date du 7 décembre 2020, définit les caractéristiques générales de ce billet de banque de deux mille (2000) dinars algériens, en matière de dimensions, de thème, de filigrane à l'effigie de l'Emir Abdelkader, de texte ou encore de tonalité générale. Ce nouveau billet circulera concomitamment avec les billets de banque actuellement en circulation, précise le texte réglementaire. Le second règlement détermine les signes reconnaissables, notamment les caractéristiques techniques détaillées et la date de mise en circulation de cette nouvelle coupure. Il stipule que dans le cadre du règlement n°20-05 portant création d'un billet de banque de deux mille (2.000) dinars algériens, la Banque d'Algérie émet ce billet dont la mise en circulation sera assurée, à compter de la date de promulgation du règlement, précisant que le billet portera la date symbolique du 5 juillet 2020. Concernant les signes reconnaissables, notamment les caractéristiques techniques détaillées, les dimensions de ce billet, elles sont de 158 mm x 71,8 mm (hors-tout) et de 105



mm x 64 mm (vignette). Ce billet a été conçu dans un papier filigrané, de type billet de banque, teint dans la masse en vert pâle. Il aura pour thème général les Héros de la Révolution. Sa partie recto sera en trois (3) couleurs juxtaposées comportant un fond de sécurité composé de figures géométriques, guillochis, micro-impres-

sions et numismatiques graphiques qui couvre l'ensemble de la surface du billet. Pour la vignette, elle comporte les Six chefs historiques de la glorieuse révolution du 1er Novembre 1954, alors que pour la tonalité, elle est en bleu violacé. En matière de texte en langue arabe, ce billet portera les mentions «Banque d'Algérie» et «Deux mille Dinars». Le chiffre 2.000 est positionné horizontalement sur la partie inférieure gauche de la vignette et dans une guilloche, sur la partie inférieure de la bande filigranée. Concernant le filigrane, il sera en repéré, au centre d'une bande verticale située à gauche du billet au recto et à droite au verso. Il reproduit l'effigie de «l'Emir Abdelkader» ainsi que le chiffre «2.000». Un fil de sécurité de type «Window», d'une largeur de 5,5 mm, métallisé, apparaissant dans la partie centrale droite du verso et comportant, sous un angle, le logo de la Banque d'Algérie et sous un autre angle le chiffre «2.000». M.M

DÉLAIS D'ACQUISITION DES VÉHICULES IMPORTÉS Les précisions du ministre de l'Industrie

Le ministère de l'Industrie a pour rôle l'octroi des agréments définitifs d'importation au profit des opérateurs répondant aux conditions du cahier de charges et non de définir les délais d'arrivée des premiers véhicules, a estimé samedi à Alger le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham. Interrogé par la presse sur les délais d'importation des premiers véhicules neufs lors d'une conférence organisée par l'Institut national des études de stratégie globale (INESG), le ministre a estimé que le ministère a pour rôle l'octroi des agréments d'importation et non de définir les délais d'acquisition, estimant non pertinents les questionnements réguliers sur la date d'entrée des premiers véhicules neufs par les concessionnaires agréés. "Ce ne sont pas des prérogatives du ministère de l'Industrie ou du ministère du Commerce de définir les dates d'entrée des véhicules. C'est à l'opérateur de définir comment, quand et d'où il doit acquérir les véhicules après l'octroi de son agrément définitif", a expliqué M. Ait Ali Braham, au moment où quatre (04) autorisations provisoires ont été récemment accordées par le ministère. Par ailleurs, interrogé sur la lutte

contre le marché parallèle des devises, notamment au niveau de la place du Square Port-Said à Alger, M. Ait Ali a estimé que "le Square n'est pas une zone à vider, c'est une logique à tarifier". "Le citoyen a besoin d'un accès à un moyen d'échange de la devise. Fermer le Square peut se faire physiquement mais la pratique ira vers d'autres lieux", a-t-il expliqué, ajoutant que la transparence des transactions financières imposera la fin des opérations suspectes au niveau des marchés parallèles, permettant ainsi au citoyen d'accéder à la devise de manière réglementaire.

L'industrie de l'amont privilégiée

Par ailleurs, le ministre a évoqué lors de la conférence les contours du plan de relance de l'économie nationale s'appuyant sur une réelle industrie solide, impliquant l'activité de transformation dans différents secteurs d'activité. Dans ce cadre, M. Ait Ali Braham a affirmé que le soutien de l'Etat, notamment via les facilitations fiscales portées par la Loi de Finance 2021, sera orienté vers l'amont industriel. Les soutiens fiscaux et parafiscaux seront



orientés, a-t-il dit, vers l'industrie d'intégration et vers la réhabilitation de l'outil industriel existant. "Tout opérateur transformant la matière première aura la priorité en matière de financement", a-t-il assuré, notant que le secteur public possède les capacités et l'outil industriel pour activer dans ce créneau. Citant une liste non exhaustive des principaux secteurs concernés, le ministre a énuméré la pétrochimie, les mines et l'industrie mécanique. Concernant la pétrochimie, le ministre a fait savoir que des projets d'investissement sont en cours de réalisation, notamment dans la fabrication de polymères. De plus, il s'agit de l'exploitation rationnelle du secteur minier national pour la transformation de ces ressources au niveau local et non pas pour exporter du minerai

brut. Le ministre a également évoqué la relance économique nationale à travers l'appui de l'industrie mécanique, expliquant que la locomotion électrique prendra le dessus sur la thermique dans les prochaines années. "Dans notre politique de relance, l'industrie publique mécanique doit s'appuyer sur des bases et des techniques nouvelles avec des ressources humaines issues des universités algériennes", a-t-il estimé. En outre, questionné sur l'EN-IEM, M. Ait Ali Braham a indiqué que le plan de sauvetage immédiat de l'entreprise a été imposé par le contexte social, "mais le plan réel de sauvetage consiste à relancer effectivement l'ambition qu'avait l'EN-IEM lors de sa création, à savoir, réaliser une intégration maximale".

Registre de commerce : Le CNRC réduit les tarifs pour les inscriptions payées par voie électronique

Le Centre national du registre de commerce (CNRC) a annoncé jeudi, dans un communiqué, la réduction des tarifs relatifs à l'inscription au registre du commerce et aux publicités légales lorsque le paiement se fait par voie électronique.

Cette mesure vise notamment à inciter les commerçants et les opérateurs économiques à utiliser ce mode de paiement, vu ses avantages tels que la facilitation et la rapidité de l'opération d'inscription au registre du commerce, explique la même source. Elle vient en

application des dispositions de l'arrêté du 8 novembre 2020 modifiant et complétant l'arrêté du 31 octobre 2016 fixant les tarifs applicables par le CNRC au titre de la tenue des registres de commerce et des publicités légales. Concernant le commerce ambulant, les ta-

rifs afférents à l'inscription sont réduits d'environ 56 % si le paiement s'effectue par voie électronique. Les réductions concernent également les tarifs liés à la délivrance de différentes attestations par le CNRC quand le paiement se fait par voie électronique.

Financements du fonds Opep : 25 mds USD depuis sa création

Le fonds de l'Opep pour le développement international (OFID) a financé depuis sa création des projets dans 135 pays avec un montant global de 25 milliards de dollars, a indiqué jeudi cette institution à l'occasion de son 45e anniversaire. Les opérations du Fonds Opep ont permis, entre autres, de soutenir le développement de 15 GW de capacité de production d'électricité, de construire 11.360 km de routes et de voies ferrées, d'aider plus de 11,5 millions de ménages à accéder à l'eau et à l'assainissement, et de financer près de 350.000 PME/PMI, a précisé le fonds dans un communiqué publié sur son site web. L'objectif de cette institution créée à Alger à l'occasion de la tenue de la conférence des souverains et chefs d'Etat des pays membres de l'Opep en mars 1975, est de renforcer la coopération entre les pays de l'organisation et les autres pays en développement, en apportant à ces derniers le soutien financier nécessaire à leur développement socio-économique. «Le 45e anniversaire coïncide avec une démonstration du soutien indéfectible des pays membres», note le communiqué, rappelant que le conseil d'administration du Fonds Opep avait récemment approuvé une deuxième tranche de 400 millions de dollars, qui sera apportée par les pays membres au cours des quatre prochaines années, et ce, dans le cadre de la reconstitution des ressources du fonds.

A cette occasion, le Secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), Mohammad Sanusi Barkindo, a félicité ce fonds pour son 45e anniversaire, soulignant qu'il représente «la première institution de financement du développement fondée par les pays en développement eux-mêmes». Fondé officiellement en 1976, le Fonds Opep dont le siège est à Vienne (Autriche) regroupe l'Algérie, l'Equateur, le Gabon, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Koweït, la Libye, le Nigeria, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et le Venezuela.

M.M

Tamanrasset/paludisme Près de 2.400 cas recensés en 2020 (responsable)

Au moins 2.374 cas confirmés du paludisme, dont neuf (9) décès, ont été enregistrés au cours de l'année écoulée dans la wilaya de Tamanrasset, a-t-on appris samedi auprès des responsables du service des maladies infectieuses à l'établissement public hospitalier (EPH) de Tamanrasset. Une hausse "sensible" des cas de cette maladie a été observée en 2020 par rapport à l'an-

née précédente (2019), durant laquelle 948 cas et cinq (5) décès ont été signalés, a indiqué le chef de service des maladies infectieuses à l'EPH Dr Lyès Akhamokh. L'accroissement du nombre des cas de paludisme est dû notamment aux fortes pluies qui sont tombées sur la bande frontalière, une situation climatique qui favorise la reproduction des moustiques vecteurs de cette pathologie, selon le même

responsable. Tous les cas enregistrés sont importés, dont 1.520 ont été signalés à l'hôpital de Tamanrasset, et le reste est réparti à travers les régions d'In Guezzam, Tin Zaouatine et Ain Salah, a-t-il ajouté. Dans l'objectif d'activer le programme de prévention contre cette maladie à travers les zones frontalières notamment, des cycles de formation sur les moyens de détecter le paludisme et le traitement

des patients, ont été initiés au profit des médecins et des équipes médicales au niveau des zones d'In Guezzam et Tin Zaouatine, a-t-il expliqué. Des interventions ont été exécutées récemment à travers les zones frontalières, avec le soutien des unités de l'Armée nationale populaire (ANP), pour éliminer les étangs et les marais, afin de lutter contre la propagation des vecteurs de la maladie, a-t-il fait savoir.

Dans le même contexte, des campagnes sont menées pour sensibiliser la population de la wilaya de Tamanrasset sur la nécessité de se rapprocher du centre international de vaccination pour obtenir gratuitement les médicaments nécessaires à ceux qui souhaitent se rendre dans les zones d'endémie palustre afin d'assurer la prévention nécessaire.

M.L

El Tarf

Arrestation d'un contrebandier en possession d'une vingtaine de pierres précieuses à El Chatt (sûreté de wilaya)

Les services de police de la sûreté de wilaya d'El Tarf ont arrêté, au niveau de la commune d'El Chatt, un contrebandier en possession d'une vingtaine de pierres précieuses, a-t-on appris, samedi, du chargé de la communication de ce corps de sécurité. Agissant sur la base d'une information faisant état de tentatives de contrebande de pierres précieuses, activité à laquelle s'adonnait un individu, originaire de la wilaya d'Alger, les services de police ont ouvert une enquête qui s'est soldée par l'arrestation d'un présumé coupable, a déclaré le commissaire principal Mohamed Karim Labidi. Selon la même source, cet individu, qualifié de "dangereux" a été appréhendé, à bord d'un



véhicule alors qu'il s'apprêtait à se rendre dans la wilaya d'El Tarf par où il comptait transiter pour se rendre dans un pays voisin pour écouler sa marchandise. La fouille du véhicule, intercepté de nuit, a permis de récupérer

ces pierres précieuses ainsi qu'une importante somme de devises issue des ventes illicites de cette marchandise et d'un instrument exploité pour déterminer la consistance des pierres précieuses, a-t-on fait savoir. Le mis en cause sera poursuivi pour "infraction à législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux en provenance de et vers l'étranger et l'utilisation sans autorisation d'un instrument pour évaluer la consistance de pierres précieuses", a ajouté le commissaire Labidi en notant qu'un dossier judiciaire a été élaboré et transmis à la justice devant laquelle ce contrebandier aura à répondre des délits qui lui sont reprochés.

AMINE.E

Accidents de la circulation

6 morts et 349 blessés en 48 heures (Protection civile)

Six (6) personnes sont décédées et 349 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le territoire national durant les dernières 48 heures, indique samedi un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC). Outre les accidents de la route, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 55 personnes incommodées par le monoxyde de carbone (Co) émanant d'appareils de chauffage et de chauffebains de leurs domiciles dans les wilayas de Médéa, Tlemcen, Bordj Bou Arreridj, Djelfa, Sidi Bel Abbès, Re-

lizane, Constantine, Naâma, Oran, El-Bayadh, El-Tarf et Mila. Toutefois, le bilan fait état de la mort de deux (2) personnes (une femme âgée de 37 ans et une fille de 4 ans), asphyxiées par le Co émanant du chauffage de leur domicile, sis à la cité Daoudi-Moussa à Saïda. L'intervention des secours a, par ailleurs, permis l'extinction de six (6) incendies urbains, industriels et divers à Blida, Ouargla, Bejaia, Alger, Oum El Bouaghi et Sétif, selon le bilan qui souligne que ces incendies ont "causés des gênes respiratoires à 12 personnes traitées sur place avant leur évacuation vers des établissements de santé". S'agissant des activi-

tés de lutte contre la propagation de la Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué 105 opérations de sensibilisation à travers 18 wilayas (58 communes), portant sur la sensibilisation des citoyens sur la nécessité du respect du confinement et de la distanciation physique, et 90 opérations de désinfection générale dans 15 wilayas (35 communes), ciblant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles. Pour ces deux opérations, 330 agents, tous grades confondus, 43 ambulances et 38 engins d'incendie ont été mobilisés.

K.L

Non-respect des mesures anti-Covid-19 à Alger 314 mises en demeure et 49 décisions de fermeture en une semaine (Sûreté nationale)

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont mis en demeure en une semaine 314 commerçants et procédé à la fermeture immédiate de 49 commerces pour non-respect des mesures anti-Covid-19, a indiqué vendredi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). "Dans le cadre du suivi périodique des activités commerciales, les services de la police générale et de la réglementation ont enregistré du 22 au 27 janvier en cours 363 contraventions aux mesures de prévention contre le Coronavirus lors d'opérations de contrôle effectuées au

niveau de plus de 2700 magasins et locaux commerciaux", a précisé le communiqué. Ces contraventions ont donné lieu à plusieurs mesures administratives, dont 314 mises en demeure et 49 décisions de fermeture immédiate de locaux commerciaux. Par ailleurs, les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté trois individus suspects dans une affaire de possession de stupéfiants et de comprimés psychotropes et saisi 96 comprimés psychotropes et plus de 67.000 DA, a ajouté la source. Agissant sur informations faisant état d'un groupe de repris de justice s'adonnant au trafic de

drogues et de comprimés psychotropes, et en possession des armes blanches au niveau de la cité de Boumati (El Harrach), les éléments de la Sûreté urbaine de cette localité ont procédé à des investigations et à l'identification des individus impliqués dans cette affaire. En vertu d'un mandat de perquisition, les éléments de la police ont arrêté les suspects et saisi 96 comprimés psychotropes, 14 armes blanches de différentes tailles et un morceau de drogues pesant 17,5g, ainsi qu'une somme d'argent estimée à 67.500 DA issue de la vente de ces drogues. M.L

Constantine

Ouverture des journées hivernales du théâtre pour enfants

Les journées hivernales du théâtre pour enfants, ont été ouvertes samedi à Constantine, au théâtre régional, TRC- Mohamed Tahar Fergani. Le coup d'envoi de cette manifestation artistique qui se poursuivra jusqu'au quatre (4) du mois de février prochain, a été marqué par la présentation de la pièce "Alem El Ahlam", produite par le théâtre régional de Constantine, a précisé le chargé de l'information et de la communication du TRC, Chemseddine Ghernaout. Cinq (5) troupes locales de théâtre ainsi que la coopérative "Afkar Oua Founoune" de la ville d'El Eulma (Sétif), proposent une série de pièces théâtrales destinées aux enfants, telles que "Es-soursour El Meghrour", "Mafatih El Hakim", et "Edoumiya", selon le même responsable. L'objectif de l'organisation de cet événement est "de redynamiser l'activité théâtrale après un arrêt de presque une année en raison de la propagation de la pandémie du coronavirus, de sauvegarder le patrimoine culturel et de promouvoir l'émergence d'esprits créatifs au sein des générations montantes", a-t-il affirmé. Au programme de ces "journées hivernales du théâtre pour enfants, figurent d'autres activités également, dont des spectacles de clown et de magie, a ajouté le représentant de cette structure relevant du secteur culturel. A signaler qu'une ambiance festive a marquée l'ouverture de cette manifestation culturelle est artistique organisée dans le respect des mesures de prévention contre la propagation de la pandémie Covid 19 portant notamment sur le port de la bavette et le respect de la distanciation sociale.

Covid-19

Lancement de la campagne de vaccination à partir de Blida

La première opération de la campagne de vaccination contre le nouveau coronavirus (Covid-19) a été lancée samedi, à partir de la wilaya de Blida, sous la supervision du ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid. Le coup d'envoi de la campagne de vaccination contre la Covid-19, supervisée par le ministre de la Santé, accompagné par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Bahmed, et par le ministre délégué chargé de la réforme hospitalière, Smail Mesbah, a été donné à partir de la polyclinique de la cité "El Mouz". Le directeur de la santé de la wilaya de Blida a été le premier à se faire vacciner, inaugurant ainsi la campagne de vaccination contre le nouveau coronavirus, qui va cibler dans sa première phase les personnes âgées et les malades chroniques avant d'être généralisée aux autres franges de la population. L'Algérie a reçu hier vendredi au niveau de l'aéroport militaire de Boufarik, les premières doses du vaccin russe "Spoutnik 5". En prévision du lancement de cette campagne de vaccination qui sera supervisée par l'Institut Pasteur, le ministère de la Santé a mis en place tous les moyens matériels et organisationnels à travers notamment la formation des staffs qui seront chargés de cette campagne à travers le territoire national. Près de 8000 centre de vaccination au niveau des hôpitaux, des polycliniques et des établissements de santé de proximité, ayant une expérience en la matière ont été mobilisés pour la campagne de vaccination contre la Covid-19

M.L

BLIDA

Douze nouvelles conventions des micro-entreprises pour solutionner les fuites d'AEP (Algérienne des Eaux)

L'unité de Blida de l'Algérienne des Eaux (ADE) s'apprête à signer de nouvelles conventions avec des micro-entreprises pour solutionner les fuites sur le réseau d'alimentation en eau potable (AEP), a indiqué la cellule d'information de cette entreprise publique. L'ADE compte conclure 12 nouvelles conventions avec des micro-entreprises, dans le cadre de la convention-cadre conclue entre le ministère des Ressources en eau et le ministère chargé des micro-entreprises afin d'impliquer les micro-entreprises dans le monde de travail et d'améliorer le service public, ont précisé les mêmes services. Selon la même source, l'entreprise avait conclu, l'année dernière, des conven-

tions similaires avec huit (8) micro-entreprises qui ont été chargée, en plus de l'installation des compteurs, de la réparation des canalisations d'eau potable pour mettre fin aux fuites enregistrées sur le territoire de la wilaya. Les équipes techniques ont procédé en 2020 à la réparation de 3500 fuites d'eau sur le territoire de la wilaya, a précisé la même source, soulignant que la société œuvre à mettre fin au problème des fuites d'eau, qui constitue l'un des facteurs les plus importants à l'origine des perturbations dans l'approvisionnement en cette substance vitale. En réparant les pannes et les fuites, l'ADE veille à la préservation de cette ressource vitale, notamment à la lumière de l'enregistrement

d'une crise d'approvisionnement en eau potable l'année dernière dans la wilaya, en raison de la baisse du rendement des puits causée par la diminution du niveau des eaux souterraines dont la wilaya dépend d'environ 74% pour répondre aux besoins de ses habitants. Des mesures urgentes ont également été prises dans le but d'assurer des interventions quotidiennes pour réparer les pannes urgentes au niveau des systèmes de production. Ainsi le nombre d'interventions enregistrées au cours de la période susmentionnée s'est élevé à 1000 interventions, en plus de la mobilisation de citernes d'eau pour l'approvisionnement des citoyens tout au long de la période des travaux.

BATNA

Concours national pour la meilleure photo d'oiseaux migrateurs

Un concours national de la meilleure photo d'oiseaux migrateurs a été lancé dans la wilaya de Batna à l'initiative de la conservation des forêts, a-t-on appris vendredi de Omar Briki chef de service de la protection de la faune et de flore au sein de cette structure. Le concours a été lancé depuis le début du mois en cours mettant en lice des photographes professionnels et amateurs, a précisé la même source, relevant que jusqu'à ce jour 20 concurrents de la wilaya de Batna et d'autres wilayas ont fait parvenir leurs photos d'oiseaux migrateurs. Selon M.

Briki, parmi les conditions d'éligibilité à ce concours, l'envoi de photos d'oiseaux migrateurs, prises au cours de cette année dans les zones humides naturelles ou artificielles. La même source a expliqué qu'initialement, l'initiative concernait la meilleure photo d'oiseaux migrateurs dans la région des Aurès, mais qu'elle a été élargie pour les autres wilayas du fait que de nombreuses demandes provenant de photographes professionnels et amateurs en dehors de la wilaya de Batna ont été formulées pour la participation à ce concours. Un jury composé de spécialistes du domaine a

été installé pour sélectionner les trois meilleures photos de ces oiseaux migrateurs et annoncer les noms des lauréats du concours, à l'occasion de la de la Journée internationale des zones humides, célébrée annuellement le 2 février. M. Briki a relevé que l'objectif principal de ce concours est de sensibiliser quant à l'importance des oiseaux migrateurs et des zones humides dans le maintien de l'équilibre de l'écosystème et l'importance de préserver l'environnement et le patrimoine faunistique et floral.

RESSOURCES EN EAU

Visite d'un Commission centrale à Illizi pour établir une feuille de route d'urgence au profit des zones d'ombre

Une commission de cadres centraux du secteur des ressources en eau a effectué une visite sur le terrain dans la wilaya d'Illizi, afin de s'enquérir de l'état du secteur dans la région et d'établir une feuille de route d'urgence pour la promotion du développement local et la prise en charge des préoccupations des habitants des zones d'ombre, selon un communiqué du ministère publié jeudi soir. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues de la réunion tenue samedi dernier, au siège du ministère des Ressources en eau, et présidée par le ministre des Ressources en eau, M. Arezki Berraki, avec les notables et les représentants de la société civile de la wilaya d'Illizi,

indique le communiqué. Lors de sa visite dans la région d'Iherir (située à 250 km au sud d'Illizi), la commission sectorielle s'est enquis de la prise en charge de plusieurs préoccupations, à travers la concrétisation d'un nombre de projets, principalement la réalisation et le réaménagement de la vallée d'Iherir, la réalisation d'un système de purification des eaux usées, en plus du renouvellement et de l'extension du réseau d'eau potable dans le quartier AGIF. La commission a également visité le village enclavé de Tast, lequel a bénéficié d'un programme de développement spécial, à travers la désignation de deux entreprises pour la réalisation de quatre puits d'exploration en vue d'extraire l'eau et d'alimenter les habi-

tants de la région. La délégation s'est enquis ensuite de la mise en œuvre des projets de développement dans la région d'Ifeni, dont la réalisation et l'équipement d'un puits profond à l'énergie solaire, ainsi que la réalisation d'un système d'alimentation en eau potable (AEP) et d'un réseau d'assainissement. Par ailleurs, les membres de la commission ont mis l'accent sur l'intérêt soutenu accordé par le ministère des Ressources en eau au développement des zones d'ombre et ce à travers l'établissement d'un calendrier précis des projets de développement de ces régions aux fins d'atteindre les objectifs tracés, notamment en matière de raccordement aux réseaux

M.L

NOUVELLES BRÈVES DES WILAYAS

TLEMCEM

La Direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya de Tlemcen a enregistré une production globale de près de 8.863 tonnes de diverses variétés de poissons durant l'année écoulée réalisant ainsi une légère augmentation dans la production, a-t-on appris auprès de cette instance. Durant l'année dernière, il a été enregistré 8.729,25 tonnes de poissons à la faveur d'opérations de pêche côtière, 44 tonnes lors de prises en haute mer, 73 tonnes issues de la production aquacole et 17 tonnes provenant des bassins d'élevage intégré à l'agriculture. Les petits poissons pélagiques tels que la "Sardine", le "Saurel", l' "Anchois" et "l' Allache" (Lacha localement) représentent 80 % de la production globale de poissons durant la même période. Selon la même source, qui a relevé que le port de Ghazaouet a contribué, à lui seul, à 95 % de la production halieutique globale et les ports de Honaïne environ 4 % et celui de Marsa Ben M'hidi à hauteur de 1 %.

MALIKA.M

BATNA

Un concours national de la meilleure photo d'oiseaux migrateurs a été lancé dans la wilaya de Batna à l'initiative de la conservation des forêts, a-t-on appris vendredi de Omar Briki chef de service de la protection de la faune et de flore au sein de cette structure. Le concours a été lancé depuis le début du mois en cours mettant en lice des photographes professionnels et amateurs, a précisé la même source, relevant que jusqu'à ce jour 20 concurrents de la wilaya de Batna et d'autres wilayas ont fait parvenir leurs photos d'oiseaux migrateurs. Un jury composé de spécialistes du domaine a été installé pour sélectionner les trois meilleures photos des oiseaux migrateurs et annoncer les noms des lauréats du concours, à l'occasion de la de la Journée internationale des zones humides, célébrée annuellement le 2 février, a indiqué M. Briki.

TIZI-OUZOU

Un individu a été arrêté courant de cette semaine à Azazga, à l'Est de Tizi-Ouzou, pour faux et usage de faux, usurpation d'identité et de fonction et harcèlement sexuel, a-t-on indiqué vendredi dans un communiqué de la sûreté de wilaya. L'arrestation de cet individu, âgé de 43 ans, fait suite à la plainte d'une citoyenne de la région à l'encontre d'un individu inconnu qui avait fait irruption dans son lieu de travail, un bureau privé, se présentant comme médecin dans un grand hôpital pour tenter de commettre son forfait. Les éléments de l'enquête ont permis de découvrir son implication dans plusieurs affaires similaires dont ont été victimes d'autres femmes, alors que la perquisition de son domicile a permis la découverte et la saisie d'une carte d'identité falsifiée et deux copies de deux fausses cartes professionnelles de médecin. Deux dossiers judiciaires ont été instruits à son encontre, le premier pour usurpation d'identité et tentative d'agression sexuelle, le second pour faux et usage de faux et usurpation d'identité d'autrui. Présenté jeudi au parquet d'Azazga, il a été mis en détention préventive, a-t-on ajouté de même source.

TLEMCEM

Une production de plus de 8.800 tonnes de poissons durant l'année 2020

La Direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya de Tlemcen a enregistré une production globale de près de 8.863 tonnes de diverses variétés de poissons durant l'année écoulée réalisant ainsi une légère augmentation dans la production, a-t-on appris auprès de cette instance. Durant l'année dernière, il a été enregistré 8.729,25 tonnes de poissons à la faveur d'opérations de pêche côtière, 44 tonnes lors de prises en haute mer, 73 tonnes issues de la production aquacole et 17 tonnes provenant des bassins d'élevage intégré à l'agriculture. Les



petits poissons pélagiques tels que la "Sardine", "Saurel", "Anchois" et "Lacha" représentent 80 % de la pro-

duction globale de poissons durant la même période. Selon la même source, qui a relevé que le port de Ghazaouet a contribué, à lui seul, à 95 % de la production halieutique globale et les ports de Honaïne environ 4 % et celui de Marsa Ben M'hidi à hauteur de 1 %. Il a été enregistré une augmentation d'un taux de près de 5 % de la production de poissons durant l'année 2020 et ce, par rapport à 2019 où la production avait atteint 8.500 tonnes grâce à l'activité intense des professionnels, a-t-on ajouté de même source. En matière de commercialisation, les mareyeurs avaient pro-

duit en 2020 à l'écoulement de la production halieutique au niveau des marchés de poissons des wilayas d'Oran, de Saïda, de Tiaret, d'Alger, hormis les wilayas dans l'Est et dans le sud du pays où ils n'ont pu se déplacer en raison des mesures sanitaires prises pour juguler la propagation de la pandémie du Coronavirus, a-t-on fait observer de même source. Un opérateur économique actif dans ce domaine avait exporté depuis le port de Ghazaouet plus de 37 tonnes de poulpe vers des pays européens durant le premier trimestre de l'année 2020.

M.L

Médéa

Préparation de reboisement et de nettoyage aux abords du lac "Dhaia"

Une grande opération de reboisement et de nettoyage a été menée samedi aux abords du lac "Dhaia", sur les monts de Tamesguida (nord de Médéa), à l'occasion de la célébration de la journée mondiale des zones humides. Des dizaines de jeunes bénévoles et membres de clubs verts de la wilaya de Médéa ont pris part à l'opération, destinée à préserver la biodiversité locale en favorisant la régénération naturelle d'essences floristiques propres à ces zones humides, créer les conditions de reproduction et la sauvegarde d'animaux protégés, ainsi que réparer les dégâts occasionnés par les comportements irresponsables et inciviques des visiteurs ou randonneurs. Plusieurs organismes, tels que le Parc national de Chréa, la Conservation locale des forêts et la direction de l'Environnement, ont été mobilisés pour l'opération, menée en présence des autorités locales qui viennent, ainsi, apporter leur



soutien aux actions de préservation de ce site, qui a subi, au cours des derniers jours, des dégradations assez importantes. Face à

cette situation, les autorités ont dû interdire l'accès des véhicules au site et mettre un terme à la pratique de sport mécanique à

l'intérieur de cette zone au fragile équilibre écologique. En sus du reboisement et l'enlèvement des déchets laissés par les visiteurs, la célébration de cette journée a été mise à profit par la Conservation des forêts et la direction locale de l'Environnement pour rappeler, aussi bien aux participants qu'aux visiteurs, très nombreux à faire le déplacement sur le site, l'importance de ces zones humides et la nécessité de préserver l'écosystème local, contribuer à la sauvegarde de la faune et de la flore que recèlent ces espaces naturels. Culminant à plus de 1.600 mètres d'altitude, le lac "Dhaia", qui fait partie intégrante de la réserve naturelle du parc de Chréa, est un véritable "sanctuaire naturel" renfermant un patrimoine faunistique et floristique inestimable qui mérite beaucoup d'attention et des actions pérennes à même de le préserver.

LEILA.R

Guelma

Arrestation d'un suspect pour meurtre avec préméditation (GN)



Les éléments de la gendarmerie nationale de la wilaya de Guelma ont appréhendé un suspect qui était en fuite, impliqué dans une affaire de meurtre avec préméditation, a indiqué samedi la cellule de communication du groupe territorial de ce corps

constitué. Le mis en cause (L.M), âgé de 30 ans, a été arrêté conséquemment à l'intensification des recherches et investigations menées par les services de la gendarmerie, a fait savoir la même source, soulignant que le suspect était en fuite depuis le début décembre

2020. Un dossier judiciaire a été élaboré à l'encontre de l'accusé qui sera poursuivi pour "meurtre avec préméditation", a-t-on noté. Pour rappel, la brigade de Gendarmerie de la commune Ben Djerrah a été alertée par les services des urgences médicales de l'hôpital

Hakim Okbi, le 5 décembre 2020, suite à l'admission de trois jeunes, âgés de 21 et 23 ans présentant des blessures à l'arme blanche. Une de ces victimes, poignardée à la poitrine, à la tête et au dos avait succombé à ses blessures.

P.P

Tlemcen

Saisie de 5 kg de kif traité (sûreté de wilaya)

Les services de la police dans la wilaya de Tlemcen ont saisi 5,100 kg de kif traité dans deux opérations distinctes, a indiqué samedi un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de

wilaya. Dans la première opération, les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire de la commune de Sabra ont, sur la base d'informations, arrêté un individu de la commune de Sidi Medjahed en flagrant délit en

possession de 3,400 kg de kif traité, a-t-on précisé. La même brigade a aussi mené la deuxième opération à Beni Boussaid suite à des informations faisant état d'un suspect de trafic de drogue, qui a été arrêté

en possession de 1,700 kg de kif traité. Une procédure judiciaire a été engagée pour présenter les deux prévenus arrêtés devant la justice.

AMINE.R

Guelma

Arrestation d'un individu pour usurpation de fonction de procureur de la République (GN)

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) de Guelma ont arrêté un individu âgé de 56 ans pour usurpation de fonction de procureur de la République, a-t-on appris samedi auprès de la cellule d'information et de communication du Groupe territorial de ce corps constitué. Le mis en cause, issu de la wilaya de Souk Ahras, s'est présenté aux éléments de la Gendarmerie nationale lors d'un contrôle de routine des documents et déclarations, comme étant un procureur de la République et après investigation, il s'est avéré que les papiers étaient "falsifiés", a indiqué la même source à l'APS, ajoutant que le mis en cause a été conduit aux sièges de la Gendarmerie pour enquête. Selon la même source, un dossier judiciaire a été élaboré à l'encontre de la personne arrêtée pour "usurpation de fonction" et a été présentée devant le procureur de la République près le tribunal de Guelma. L'affaire remonte au 26 janvier 2021 lorsque les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Guelma ont contrôlé le véhicule du mis en cause lors de l'accomplissement de leur mission de service de police de la circulation sur un axe de la route nationale (RN) 21 reliant Guelma à Annaba, a-t-on détaillé.

M.L

Tissemsilt

Caravane de solidarité au profit d'enfants de familles nécessiteuses (association)

Une caravane de solidarité au profit d'enfants de familles nécessiteuses établies dans des zones d'ombre a été lancée samedi à Tissemsilt, a-t-on appris du représentant de l'association caritative "Mafatih El Kheir" d'Alger, Mohamed Refis. La caravane, organisée en collaboration avec l'association de wilaya de défense des droits du consommateur et d'environnement, cible dans une pre-

mière étape 100 enfants résidant dans les zones d'ombre de Chelaghmia, Tahdarit et Ain Feradja de la commune de Khemisti, a indiqué M. Refis. Des vêtements, des cadeaux et des jouets leurs sont offerts par des donateurs, a-t-il précisé. La caravane de solidarité sillonnera un mois durant différentes communes de la wilaya de Tissemsilt, et ciblera 1.000 enfants, a ajouté le responsable. L'initiative porte sur la dis-

tribution d'aides, a-t-il poursuivi, ajoutant que des activités de divertissement et culturelles seront programmées et ce dans le respect du protocole sanitaire de prévention contre la Covid-19. Elle s'insère dans le cadre du programme annuel de l'association caritative "Mafatih El Kheir" d'Alger, qui porte sur le lancement de caravanes de solidarité en faveur des zones d'ombre des wilayas des Hauts

plateaux, à l'instar de Tissemsilt, Tiarret, El Bayadh, Naama et M'sila. Par ailleurs, M. Refis a annoncé la programmation par son association pour la mi février prochain, d'une campagne de distribution de kits alimentaires et d'appareils de chauffage aux familles pauvres résidant dans les zones d'ombre de la wilaya de Tissemsilt.

L.M

Thé vert Les bénéfices d'une consommation régulière



Les amateurs de thé vert enregistraient un risque abaissé de 20 % de maladies cardiaques et d'AVC, un risque moindre de 22 % de maladie cardiaque létale, et un risque abaissé de 15 % de mort toutes causes confondues, en comparaison avec les personnes qui buvaient peu de cette boisson. L'équipe scientifique a aussi cherché à savoir si le changement d'habitudes de consommation de thé pouvait affecter le risque de maladie et de mort chez 14.081 participants. Après avoir évalué leur santé à deux moments de leur vie, ils ont trouvé que les sujets qui maintenaient une consommation régulière de thé au moment des deux entretiens, voyaient leur risque d'AVC et de

maladie cardiaque baisser de 39 %, de maladie cardiaque létale décroître de 56 %, alors que leur risque de mort toutes causes confondues baissait de 29 % par rapport aux sujets moins friands de thé « Les effets protecteurs du thé étaient plus prononcés chez les personnes du groupe des buveurs réguliers de thé, a noté l'auteur Dongfeng Gu. Des études des mécanismes ont montré que les principaux composés bioactifs du thé, appelés polyphénols, ne sont pas stockés par le corps sur le long terme. Ainsi, un apport fréquent de thé sur une longue période pourrait être nécessaire à l'effet protecteur du cœur. »

Hypothalamus L'hypothalamus fait partie du système nerveux central

Fonction de l'hypothalamus

L'hypothalamus est une petite région située au cœur du cerveau, qui sert de pont entre le système nerveux autonome et le système endocrinien. Il est en effet impliqué dans la régulation de grandes fonctions comme la faim, la soif, le sommeil ou la température corporelle. Il est aussi impliqué dans le comportement sexuel et les émotions. Ses fonctions endocrines (sécrétion de neurohormones) entraînent la régulation de la fonction endocrine de l'hypophyse, la glande située dessous. Les hormones sécrétées par l'hypothalamus ont toutes, ou presque, une influence sur la production des hormones hypophysaires :

- la dopamine inhibe la production de prolactine ;

- l'hormone thyroïdienne (TRH) stimule la production de thyroïdostimuline (TSH) ;
- la somatocitrine (GH-RH) permet la libération de l'hormone de croissance somatotrophine (STH) ;
- la somatostatine (GH-RIH) inhibe le largage de la STH ;
- la gonadolibérine (ou GnRH) est responsable de la synthèse et de la sécrétion de la FSH et de la LH (hormones) ;
- la corticolibérine (CRH) favorise la production d'hormone corticotrope (ACTH) ;
- l'ocytocine (impliquée dans les contractions utérines, la lactation et l'attachement) et la vasopressine (une hormone antidiurétique) sont synthétisées par l'hypothalamus mais libérées par l'hypophyse dans la circulation sanguine.

Taux de cholestérol élevé, maladies cardiaques et œufs : pas de lien réel

Selon une nouvelle étude d'observation d'envergure, il n'existerait aucune corrélation entre la consommation d'œufs, le taux de cholestérol sanguin et les maladies cardiovasculaires.

C'est d'une nouvelle grande étude d'observation que proviennent ces résultats. Après avoir essuyé plusieurs polémiques, on sait que la consommation moyenne d'œufs n'augmente ni notre taux de cholestérol sanguin de manière significative ni notre risque relatif de souffrir d'une pathologie ou d'un événement cardiaque. Cette étude d'envergure, analysant les données de plus de 177.000 personnes dans plus de 50 pays, vient enfoncer le clou de manière presque définitive. C'est la base de la méthode scientifique : avant de chercher la cause d'un phénomène quelconque, il faut d'abord démontrer que ledit phénomène existe. Or, toutes les études qui cherchent à montrer de potentiels mécanismes causaux entre jaune d'œuf et cholestérol ou maladies cardio-

vasculaires vont un peu vite en besogne. Une grande majorité des études d'observation mettent en évidence qu'avec une consommation raisonnable (entre 0,2 et 12,5 œufs par semaine), il n'existe pas d'associations entre cette dernière, le taux de transporteurs du cholestérol (les lipoprotéines que l'on appelle par abus de langage, bon ou mauvais cholestérol) ou l'incidence des maladies cardiovasculaires. Arrêtons donc de chercher la cause d'un phénomène qui ne semble pas exister. La consommation moyenne d'acides gras saturés, de cholestérol alimentaire ou d'œufs n'est pas corrélée à ces paramètres. La nouveauté de cette étude a été de mesurer cela chez différentes ethnies (Europe et Amérique du Nord, Amérique du Sud, Afrique, Moyen-Orient, Asie). Et les résultats sont unanimes : aucune des cohortes ne révèle d'association entre la consommation d'œufs (variant de moins d'un par semaine à sept œufs ou plus par semaine), le taux de lipides sanguin et les maladies cardiovasculaires.

Les informations à connaître avant de vous lancer

Avant de vous lancer dans la grande aventure de l'entrepreneuriat et de réellement lancer votre projet, mieux vaut avoir vérifié quelques éléments qui pourraient mettre à mal à celui-ci avant même qu'il n'ait commencé. Zoom sur quelques informations essentielles qui pourraient vous manquer.

Vérifier la taille de son marché

Si le marché qui vous concerne est trop petit vous risquez d'avoir du mal à vous développer et si vous devez prendre 100% des parts de marchés pour survivre, autant ne pas vous y lancer. La taille du marché et donc les clients qui sont prêts à acheter un produit comme le vôtre demeurent essentiels notamment si vous visez un marché de niche. Il vous faudra quantifier ce dernier pour vérifier qu'il existe de la place pour un dernier acteur. Nombreux sont ceux à ne pas vérifier celui-ci en pensant qu'ils aimeraient bien avoir un type de produit / service. Si votre clientèle type est par exemple insuffisamment présente dans la zone où vous allez ouvrir votre commerce, rien ne sert de vous y implanter. Ce n'est pas parce qu'aucun restaurant de ce type n'existe dans un quartier que vous allez pouvoir forcément percer. De la même manière, si le nombre d'utilisateurs potentiels est insuffisant, autant ne pas perdre trop votre énergie sur un lancement qui ne marchera pas.

Connaître votre marge

Vous devez connaître la marge que vous avez réellement sur chaque produit et surtout votre point mort. Il s'agit de déterminer à partir de combien de ventes vous êtes rentable. Il ne faut pas oublier tous les frais comme par exemple vos bu-



reaux, votre salaire (car à termes vous devrez vous payer) ou encore les frais de communication pour atteindre votre client. Une erreur classique consiste à penser que lorsqu'on achète un produit 100 DA et qu'on le revend à 200 DA, on vient d'effectuer un gain de 100 DA. En réalité, votre masse salariale doit être comprise dans le prix global d'acquisition par exemple pour savoir combien de vente vous devez réaliser pour être bénéficiaire. Si par exemple en imaginant que vous n'avez pas de locaux et que souhaitez une rémunération de 100 DA par jour, il vous faudra vendre 50 objets pour amortir ce que vous coûtez.

Voir le positionnement de la concurrence

La concurrence, il y en a quasiment toujours de manière directe ou indirecte. Ce n'est pas parce que vous êtes le seul à faire quelque chose, qu'il n'existe pas de produits de substitution. Mieux vaut donc regarder ce que fait la concurrence avant de vous lancer et vous

demander si votre produit possède des avantages ou des inconvénients par rapport à ceux-ci. Il s'agit de vérifier que vous serez suffisamment attractif et que votre argumentaire sera suffisamment rôdé pour répondre à des questions simples telles que : « En quoi votre produit se différencie-t-il de XXX ? Qu'est-ce qu'il apporte de plus que la solution YYY ». Il faut comprendre que le client se retrouve souvent confronté à des choix et qu'il ne suffit pas de faire différemment pour l'attirer. Il faut que vous arriviez à dégager un avantage que les autres n'ont pas. Par ailleurs vous pourriez voir certaines pratiques courantes dans votre métier et qu'il ne faudra pas forcément changer.

Avoir réfléchi à sa stratégie pour toucher ses clients

Ce n'est pas parce que vous avez le produit idéal qu'il va se vendre tout seul du moins au début. Il faut que votre cible soit au courant qu'il existe et vous devez donc lui faire parvenir l'information. Si cela peut

paraître évident dans le cadre d'un commerce où l'enseigne est visible et parfois quelques tracs distribués, la question demeure complexe dans la plupart des cas. Il vous faudra pour réussir bâtir toute une stratégie qui peut par exemple consister à faire de la publicité, à réunir des groupes d'influenceurs, à réaliser des opérations de communication d'un genre particulier ou encore à faire des emailings voire de la prospection commerciale directe. Les manières de vendre et de communiquer diffèrent d'un business à un autre alors autant avoir bien réfléchi à ce que vous allez mettre en place pour fidéliser et attirer votre clientèle.

Bien se connaître ainsi que ses associés

L'une des premières causes de mortalité reste dans le conflit d'associés. Les séparations souvent brutales mettent fin à l'aventure entrepreneuriale. De nombreux conflits peuvent survenir si vous n'avez pas recueilli quelques informations utiles. Il peut s'agir no-

tamment des orientations stratégiques qui ne sont pas partagées ou acceptées par l'ensemble des parties mais pas seulement. Vous devez réellement bien déterminer le rôle de chacun dans l'aventure afin de ne pas partir sur des a priori. Ce n'est pas parce qu'une personne évoluait dans un domaine précis avant de se lancer dans l'aventure qu'elle souhaite continuer dans cette voie à l'avenir. De la même manière, rien ne sert de vous lancer si vous n'êtes pas d'accord sur la répartition des parts. Vous risquez de vous séparer voire créer de la concurrence. N'hésitez pas à faire également un bilan de vos motivations avant de commencer pour savoir si vous souhaitez réellement vous lancer dans l'aventure et pour de bonnes raisons.

Le total des financements nécessaires

Il ne faut pas s'imaginer que le business va décoller fort et tout de suite. Sauf dans certains cas bien précis, il va mettre du temps à se mettre en place et vous devrez disposer de la trésorerie nécessaire en attendant que les ventes augmentent et puissent payer l'ensemble des frais inhérents à votre produit. Certains banquiers n'hésitent pas à reculer de plusieurs mois les premiers encaissements pour vérifier la solidité du business plan alors pourquoi ne feriez-vous pas de même. Les prévisions des business plan demeurent souvent optimistes (même quand on a l'impression que non) et il vous faudra donc bien vérifier que vous survivrez si tout ne se passe comme vous le souhaitez dans l'idéal. Ce serait dommage qu'une belle idée meure parce que le financement s'avère insuffisant.

La gestion des émotions, un enjeu majeur pour le manager



Les managers sont-ils plus soumis que d'autres salariés à l'enjeu de la gestion des émotions au travail ? « C'est en tout cas un enjeu majeur pour eux, répond Clarisse Gilbert, ingénieur pédagogique chez Orsys. Des formations spécifiques aux managers en la matière existent d'ailleurs, notamment celle sur le lâcher-prise : comment je gère mes émotions non seulement pour moi-même mais aussi au regard de l'autre, de sorte que par exemple

je ne contamine pas mes collaborateurs de mon propre stress. » Lâcher prise, ou prise de recul, se travaille sur des mises en situation par ateliers de prises de paroles et jeux de rôle. « Certains managers peuvent penser qu'ils ne doivent pas montrer leurs émotions pour rester dans une posture d'autorité mais c'est faux, insiste également Tatiana Marot, de l'institut EFE. En formation, on travaille aussi sur cette idée reçue, en conseillant notamment aux managers d'aller sur

les faits pour affirmer sans agressivité. » Exemple : plutôt que d'accuser un collaborateur nommé pour son dilettantisme, mieux vaut lui faire part de votre mécontentement par un exposé de ce que ce dilettantisme a pu impliquer en matière de non-respect de ses engagements sur une mission donnée. Vos émotions seront ainsi exprimées de manière objective et peuvent donc être plus facilement entendues.

K.Amel

L'intelligence émotionnelle



Dans la majorité des instituts de formation, ce qui concerne la gestion des émotions est regroupé autour d'une même rubrique thématique : l'intelligence émotionnelle. Manager par l'intelligence émotionnelle, Maîtriser ses émotions pour être plus efficace, S'appuyer sur son intelligence émotionnelle pour bien manager, Mieux manager grâce à l'intelligence émotionnelle : autant de programmes où il est question de ses sentiments au travail, de savoir comment les détecter et quoi en faire. « Au cours de ces formations, nous parlons d'un postulat essentiel mais pas toujours reconnu de prime abord par les managers : ils ne peuvent pas laisser leurs émotions au vestiaire. Ce n'est pas en les niant qu'elles vont disparaître et

qu'on va résoudre les problèmes, bien au contraire », pointe Alain Duluc, de l'expertise Développement personnel appliqué chez Cegos. Le terme intelligence émotionnelle doit être décrypté : c'est bien que les émotions ne doivent pas être subies par la personne mais appréhendées avec intelligence. Alain Duluc poursuit : « Les formations sur cette thématique servent d'abord à cela : faire comprendre aux managers qu'ils doivent détecter leurs émotions pour mieux les utiliser car elles ont une fonction. » Exemple ? Avoir le trac est une émotion qui se situe sur l'échelle de la peur et, si elle est détectée et apprivoisée, peut être utilisée pour solliciter une forte concentration avant un événement important comme la conduite d'une réunion.

Le FMI met en garde l'Afrique du Sud contre la persistance de la crise économique



Le Fonds monétaire international (FMI) a mis en garde l'Afrique du Sud contre la persistance de la crise économique due, principalement, aux problèmes des entreprises publiques et au manque de la croissance économique. "L'Afrique du Sud a été très durement touchée par la pandémie du Covid-19. En 2020, la production s'est fortement contractée et les pertes d'emplois ont été importantes, malgré les actions opportunes des autorités pour soutenir les groupes les plus vulnérables et les

entreprises touchées", a indiqué une équipe du FMI qui a tenu, cette semaine, des réunions virtuelles avec des responsables du gouvernement sud-africain pour examiner les récents développements économiques et les perspectives de l'économie. La délégation du Fonds a expliqué que les finances publiques de l'Afrique du Sud ont beaucoup souffert, alors que le déficit budgétaire et la dette publique ont augmenté considérablement en raison de la récession et des dépenses liées à la pandémie du Covid-19. "La

résurgence des infections et les processus prolongés d'achat et de distribution de vaccins pèseront probablement sur la reprise économique cette année, malgré l'amélioration des conditions extérieures», ont déclaré les représentants du FMI. Ces derniers, incitent le gouvernement sud-africain à subordonner les transferts aux entreprises publiques à l'atteinte d'objectifs de performance ambitieux mais réalistes, rationaliser la rémunération, démanteler les subventions mal ciblées et améliorer l'application de

la conformité fiscale. "Cela réduirait les besoins d'emprunt tout en préservant l'espace budgétaire pour des dépenses bien ciblées pour les infrastructures, la santé, l'éducation et la protection sociale", soutient l'institution, qui estime impératif de créer les conditions pour stimuler l'investissement privé, redéfinir le rôle du secteur public dans la promotion de la concurrence et resserrer la politique budgétaire pour freiner l'augmentation de la dette.

M.L

OUZBÉKISTAN/COVID-19

Prolongement de la suspension des vols avec huit pays



L'Ouzbékistan a de nouveau prolongé la suspension de tous les vols entrants, sortants et de transit avec huit pays jusqu'au premier mars 2021 suite à la détection de nouvelles variantes de coronavirus dans certains de ces pays, a déclaré samedi la commission spéciale anti-Covid-19 de l'Ouzbékistan. Après avoir coupé ses liaisons aériennes avec la Grande-Bretagne, l'Italie, le Danemark, l'Autriche, l'Australie, les Pays-Bas et l'Afrique du Sud en décembre 2020, le pays d'Asie centrale a prolongé au début du mois les restrictions de vol jusqu'au premier février 2021. Et cette fois, la commission a ajouté l'Allemagne à la liste. Les citoyens et les personnes résidant en permanence dans les huit pays, ainsi que les autres étrangers qui se sont rendus dans ces pays au cours des 14 derniers jours, ne sont pas autorisés à entrer en Ouzbékistan pendant la période de restriction de vol, a stipulé la commission. Les citoyens ouzbeks et les apatrides qui se sont rendus dans ces pays au cours des 14 derniers jours et qui arrivent d'un pays tiers seront mis en isolement obligatoire pendant 14 jours dans des installations ou des hôtels désignés, selon la commission. Jusqu'à présent, l'Ouzbékistan a enregistré 78.602 cas confirmés de Covid-19 et 621 décès.

L.M

Le point de l'actualité internationale

LAAYOUNE

La mère du détenu sahraoui Mohamed Amine Hedi a appelé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et les consciences vives à intervenir pour la libération de son fils et l'ensemble des détenus politiques sahraouis des geôles de l'occupant marocain.

RAMALLAH

- Marouane Barghouti, détenu dans les prisons de l'occupation israélienne depuis plusieurs années, pourrait se porter candidat à la prochaine élection présidentielle palestiniennes prévue en juillet prochain, rapportent les médias citant des sources proches du Fatah.

ADDIS ABEBA

- Le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smail Chergui, a reçu vendredi l'Ambassadrice de la Mauritanie, à Addis Abeba, Khadijetou Mbareck Fall, avec qui il a discuté des véritables défis au Sahel dont la lutte contre le terrorisme et les réseaux criminels.

WASHINGTON

- Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken s'est entretenu vendredi avec le président de la Commission de l'Union Africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, du partenariat entre les Etats-Unis et l'organisation africaine pour promouvoir une paix et une sécurité durables et propulser la croissance économique, a indiqué son porte-parole, Ned Price.

RANGOUN

- L'armée birmane a assuré samedi respecter la Constitution après que son chef, le général Min Aung Hlaing, a déclaré que l'abolition de la Constitution de 2008 pourrait être "nécessaire" dans certaines circonstances.

TACHKENT

- L'Ouzbékistan a de nouveau prolongé la suspension de tous les vols entrants, sortants et de transit avec huit pays jusqu'au premier mars 2021 suite à la détection de nouvelles variantes de coronavirus dans certains de ces pays, a déclaré samedi la commission

spéciale anti-Covid-19 de l'Ouzbékistan.

DUBLIN

- La société d'exploration pétrolière et gazière irlandaise, San Leon Energy, fait l'objet d'une enquête de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur ses activités dans les territoires occupés du Sahara occidental, ont rapporté les médias.

DUBAI

- Les Emirats arabes unis (EAU) ont adopté, samedi, un amendement de la loi accordant la citoyenneté émiratie aux étrangers.

PEKIN

- La Chine ne reconnaîtra plus les passeports britanniques d'outre-mer (BNO) comme documents de voyage et d'identité à compter du 31 janvier et se réserve le droit de prendre d'autres mesures, a déclaré vendredi Zhao Lijian, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

NIAMEY

- Le gouvernement nigérien a décidé, vendredi, de proroger de nouveau l'état d'urgence face à la persistance de la menace terroriste dans le département de Filingué, dans l'ouest du pays, pour une durée de trois mois à compter du 4 février, a rapporté la télévision publique nigérienne.

OUAGADOUGOU

- Le coordonnateur du Comité sectoriel santé de la lutte contre le Covid-19, Brice Bicaba, au Burkina-Faso, a averti vendredi que les autorités redoutaient un risque d'augmentation des cas de maladie provoqués par le nouveau coronavirus.

JALALABAD (Afghanistan)

- Au moins huit membres des forces de sécurité afghanes ont été tués dans une attaque au véhicule piégé contre une de leurs bases dans l'est du pays, revendiquée par les talibans, rapportent les médias, citant des sources locales.

Vaccin anti-covid en Equateur Le ministre de la Santé mis en cause pour trafic

Le ministre équatorien de la Santé, Juan Carlos Zevallos, fait l'objet d'une enquête pour trafic d'influence suite à la vaccination contre le covid de plusieurs de ses proches, avec les premières doses importées par le gouvernement, a annoncé vendredi le parquet général. "Sur la base de plusieurs dénonciations, le parquet équatorien a ouvert une enquête contre le ministre de la Santé, Juan Carlos Z., pour trafic d'influence présumé dans le processus

de distribution des vaccins contre le covid-19", a indiqué cette entité sur Twitter. Selon la même source, plusieurs dénonciations ont été présentées après qu'il ait été révélé que des membres de la famille du ministre, dont sa mère qui se trouve actuellement dans le service gériatrique d'une clinique privée, ont été vaccinés par l'équipe sanitaire d'un hôpital public. Un premier lot de 8.000 doses du vaccin Pfizer/BioNTech est arrivé la semaine dernière en Equateur

pour vacciner en priorité le personnel médical et les personnes âgées vivant en maison de retraite. M. Zevallos, 62 ans, qui a également été vacciné, a admis que sa mère, âgée de 87 ans, et "plusieurs" de ses proches avaient reçu une première injection, suscitant des critiques, y compris du personnel médical. Il a argué que ces doses ne faisaient pas partie du lot assigné à l'hôpital public de l'équipe qui les leur a administrées. "Dans le cadre de mes activités, j'ai visité l'hôpital de Los

Valles (privé), où notre équipe était en train de vacciner selon le programme prévu. Je l'ai fait en ma qualité de ministre de la Santé, de médecin, de fils. Je regrette infiniment que ma présence ait été perçue de manière négative", avait-il déclaré mercredi. L'Equateur, peuplé de 17,4 millions d'habitants, compte 246.000 cas confirmés de coronavirus (1.414 pour 100.000 personnes), dont 14.766 en sont morts.

AMINE.L

Football Le retour au Brésil, Hulk s'engage avec l'Atlético Mineiro

L'attaquant brésilien Givanildo Vieira de Souza, dit Hulk, en fin de contrat avec les Chinois de Shanghai SIPG, s'est engagé avec l'Atlético Mineiro jusqu'en 2022, a annoncé vendredi le club brésilien de football. "Hulk est un renfort de poids (...) Le joueur arrivera à Belo Horizonte (la capitale de l'état du Minas Gerais, ndlr) dans les prochains jours afin de se soumettre aux examens médicaux d'usage et signer son contrat", a précisé dans un communiqué le club, 4e du championnat du Brésil et dirigé par l'ex-sélectionneur de l'Argentine, Jorge Sampaoli. L'ex-international de 34 ans avait annoncé en décembre son départ du club chinois, où il a été acheté en 2016 pour plus de 60 millions de dollars (43 millions d'euros) au Zenit Saint-Petersbourg et touchait 19 millions de dollars annuels (15,6 M EUR), après s'être brouillé



avec son entraîneur, le Portugais Vitor Pereira. Hulk a joué au début de sa carrière au Japon, puis au FC Porto (2008-2012), avant de rejoindre le Zenit puis le Shanghai SIPG, où il a remporté en 2018 le titre de champion de Chine. Avec le Brésil, il a été sélectionné à 48 reprises et a gagné la coupe des Confédérations en 2013.

M.M

Football/Algérie Inauguration lundi de l'académie de formation de Sidi Bel-Abbès (FAF)

L'inauguration officielle de l'académie de formation de Sidi Bel-Abbès aura lieu lundi, a indiqué samedi la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. La cérémonie d'inauguration aura lieu en présence des autorités locales, à leur tête le wali de Sidi Bel-Abbès, des personnalités du football ainsi que Khirredine Zetchi, président de la FAF et des membres du Bureau fédéral. Pour rappel, le Centre technique régional (CTR) de Sidi Bel-Abbès s'inscrit tout droit dans la stratégie de la FAF pour la relance du football na-

tional et appuyée par les pouvoirs publics qui ont mis à la disposition de l'instance fédérale des infrastructures pour accueillir ces projets d'avenir. Cette structure accueille une soixantaine de jeunes footballeurs venus de plusieurs régions du pays à la suite d'une large campagne de prospection et qui bénéficieront d'une formation académique de qualité. Deux autres projets d'Académies de la FAF sont au programme. Si à Tlemcen, les travaux ont été entamés en mai 2019, à El-Tarf, ils n'ont pas encore débuté.

M.L

Foot - Ligue 2

L'Open d'Australie accueillera jusqu'à 30.000 spectateurs quotidiens

De 25.000 à 30.000 spectateurs pourront assister quotidiennement à l'Open d'Australie, ont indiqué samedi les organisateurs, un chiffre très élevé alors que la pandémie de Covid-19 impose toujours le huis-clos à de nombreux événements sportifs. Les restrictions très dures imposées ces derniers mois par l'Australie sur les voyages ont permis à l'île de garder le contrôle sur l'épidémie, ce qui en fait l'un des rares endroits au monde où les supporters peuvent se rendre en nombre aux événements sportifs. Cela représente quelque 390.000 spectateurs en l'espace de deux semaines, soit la moitié du public accueilli l'année dernière, a indiqué le ministre des sports de l'Etat de Victoria, Martin Pakula. Les matches des huit premiers jours pourront être vus par 30.000 personnes. Puis la jauge passera à 25.000 à partir des quarts de finale. M. Pakula a dit espérer en fin de tournoi "une ambiance incroyable, pas

si différente de celle vue sur tous les opens des dernières années". "Ce ne sera pas comme ces dernières années mais ça sera l'événement international avec public le plus important que le monde ait vu depuis de longs mois", a-t-il noté. Victoria n'a pas enregistré de nouveau cas local de Covid depuis 24 jours et tous les joueurs arrivés en Australie pour participer au tournoi ont effectué 14 jours obligatoires de quarantaine. Huit cas positifs ont été détectés sur les plus de 1.000 personnes (joueurs, entraîneurs ou responsables) arrivées à bord de 17 vols charters pour participer à l'Open. Le début du tournoi est prévu le 8 février. "Nous espérons avoir montré la méthode et l'exemple au reste du monde sur la possibilité de faire ça", a noté le chef du tournoi Craig Tiley, tout en reconnaissant que cela avait représenté un énorme défi logistique.

M.L

Boxe

Pacquiao déchu de la ceinture WBA des welters au profit d'Ugas

Manny Pacquiao, la légende philippine de la boxe, a été déchu de la ceinture WBA des welters dont il était détenteur et qui revient désormais au Cubain, Yordenis Ugas. Pacquiao, 42 ans, n'a plus boxé depuis qu'il a remporté la ceinture WBA des poids welters aux dépens de Keith Thurman à Las Vegas en juillet 2019. "Merci à la WBA de m'avoir élevé au rang de super champion et de faire ce qui est le mieux pour le sport. Manny Pacquiao est une légende et il sera toujours champion, son intention était de combattre (Conor) McGregor et maintenant Ryan (Garcia), mais on ne peut, en s'abritant derrière son histoire, s'approprier un championnat", a commenté le nouveau détenteur de la ceinture WBA des welters, Yordenis Ugas, sur Twitter. Après

avoir annoncé vouloir disputer un combat contre la superstar irlandaise des arts martiaux mixtes (MMA) Conor McGregor, Pacquiao semble se diriger vers un combat contre la valeur montante de la catégorie des légers, l'Américain Ryan Garcia, 21 victoires en autant de combats, dont 18 par KO. Ce dernier a annoncé cette semaine sur les réseaux sociaux un prochain combat contre +Pac-Man+, qui mène une carrière politique aux Philippines, où il est sénateur élu, tout en continuant à boxer au plus haut niveau. "C'est un honneur de monter sur le ring avec Manny Pacquiao", a écrit sur Instagram Ryan Garcia, parlant d'un "rêve devenu réalité" sans préciser dans quelle catégorie de poids le combat était prévu.

I.OMER

Foot - Ligue 2 / US Remchi La direction du club tire la sonnette d'alarme

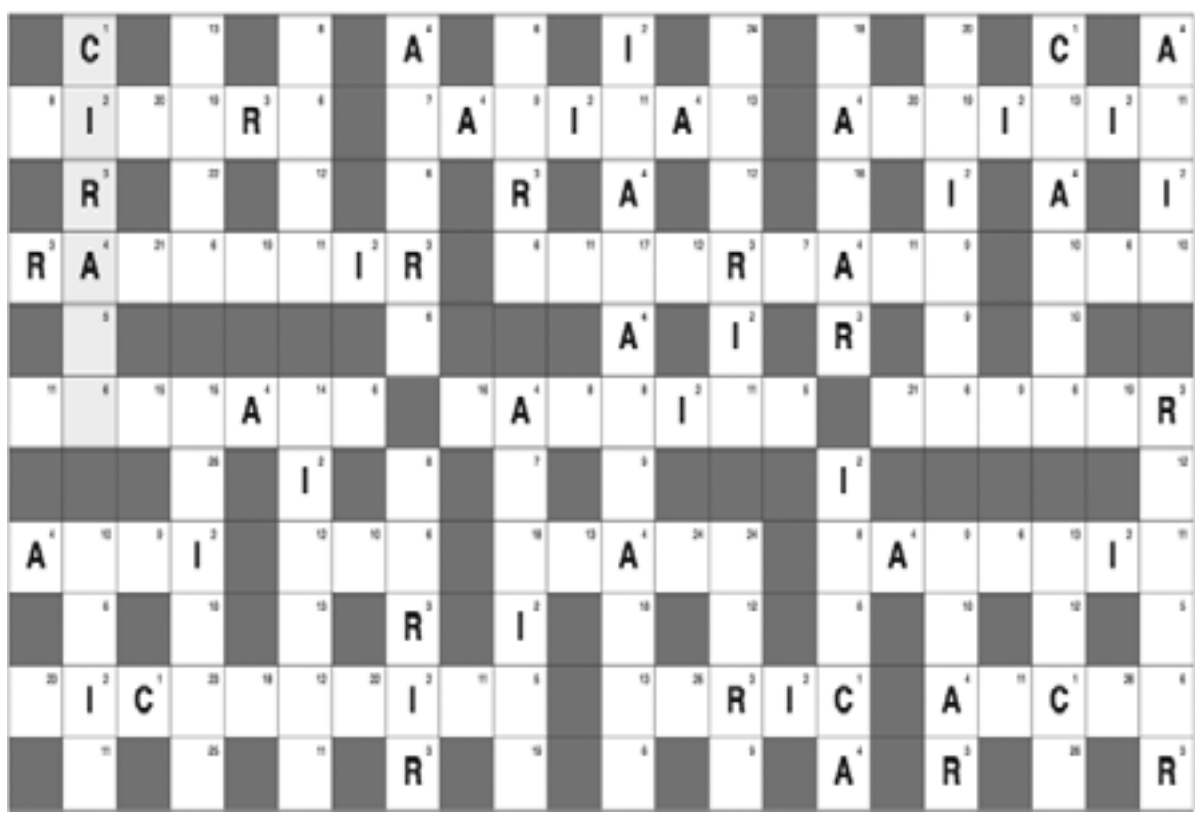


La nouvelle direction de l'US Remchi (Tlemcen), qui a réussi pour la première fois de son histoire à accéder en Ligue 2 de football, a prévenu samedi que son club est confronté à un "avenir incertain", tout en dégageant toute responsabilité d'un éventuel retour rapide au purgatoire. Dans une lettre adressée aux autorités communales et dont une copie a été remise à l'APS, l'équipe dirigeante de l'US Remchi a déploré "la situation délicate" que traverse son équipe avant moins de deux semaines du coup d'envoi du championnat. "Au moment où tous les clubs de notre palier se préparent activement pour le nouvel exercice, en programmant notamment des stages bloqués pour leurs équipes respectives, nous faisons face à d'énormes problèmes financiers, sans que

les autorités communales ne nous apportent la moindre aide", s'est insurgée la direction de cette formation de l'Ouest du pays. Selon les rédacteurs de ce document, les dirigeants s'attendaient à ce que les autorités concernées "soutiennent l'équipe, surtout après son exploit historique en accédant en deuxième division, mais rien de cela ne fut, au grand dam de ses joueurs, de son staff technique et de tous ses supporters". La même source a informé, en outre, que l'APC de Remchi n'a accordé que "deux millions de dinars depuis 2017", une somme jugée "très dérisoire" et qui pousse les dirigeants du club à s'interroger sur "les raisons d'un tel traitement réservé à une formation qui a réussi à se hisser jusqu'à l'antichambre de l'élite".

EE.R

Mots codés

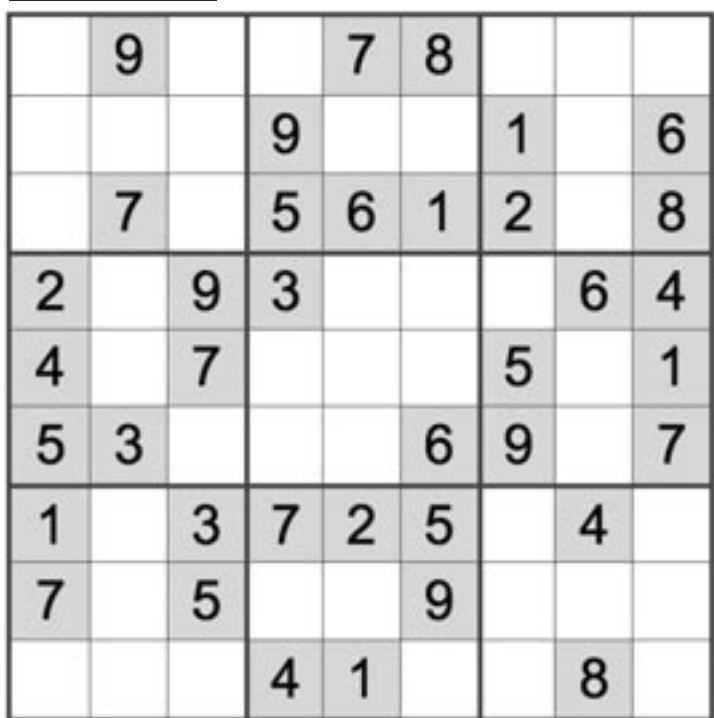


Mots mélangés

ABRIBUS ALPAGE
ASPERGER ATTRAPE
BORDURE BRUMEUX
BUEE CLIMAT
DEBARRAS DEROUTE
FOLATRE FORTICHE
GIGOTER GRATTE
GRENADINE
JOBARD LARMOYANT
LASER LEURRE
MILLIARD NOTARIAT
OMBLE PARADE
PARTERRE PERMIS
PHRYGIEN PYGMEE
QUADRILLE
REPARABLE ROUBLARD
SABORD



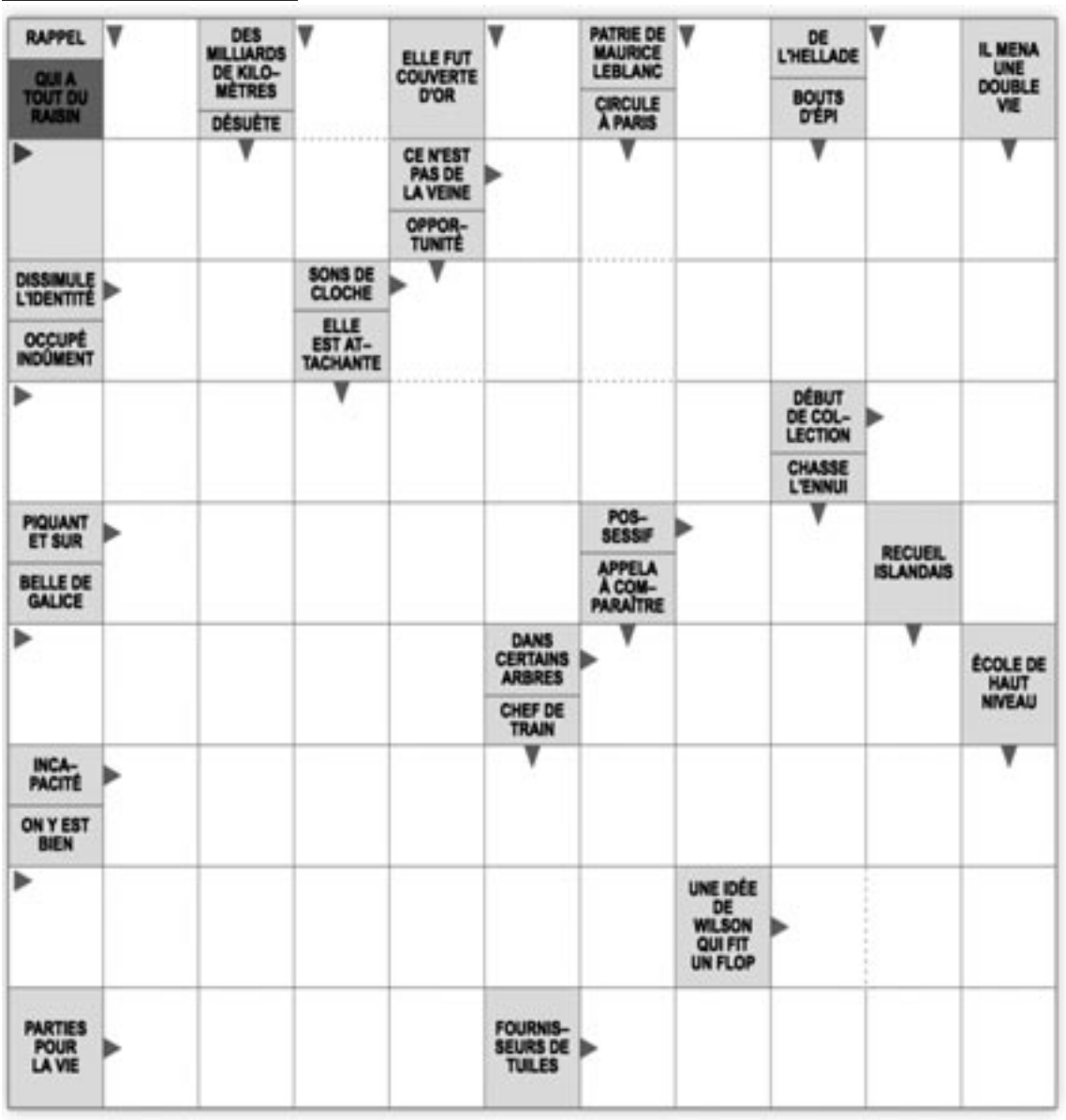
Sudoku



Solution

sudoku

Mots fléchés



de l'administration

www.lemondeadm.com



**Tous les jours
dans les kiosques**

**CETTE ESPACE EST
RESERVÉ POUR VOUS**

PUBLICITÉS

pour plus de détails
contactez nous au:



023 95 73 73/ 0553 45 62 56

Ou par Email au: **monde.adm@gmail.com**

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

LE MOUVEMENT "BLACK LIVES MATTER" PROPOSÉ POUR LE NOBEL DE LA PAIX

Le mouvement contre les inégalités raciales "Black Lives Matter", qui a été ravivé l'an dernier par la mort de l'Américain George Floyd, a été proposé pour le prix Nobel de la paix par un parlementaire norvégien. Fondé en 2013 aux États-Unis, le mouvement "est devenu l'un des plus puissants mouvements mondiaux de lutte contre l'injustice raciale", a déclaré à la presse samedi Petter Eide, député de la Gauche socialiste (SV), cité par l'AFP. "Il a débuté il y a quelques années aux États-Unis (...) puis s'est étendu à de nombreux autres pays, renforçant la prise de conscience sur l'importance de la lutte contre l'injustice raciale", souligne le député. Après la mort de George Floyd, en mai 2020 aux États-Unis lors d'une arrestation par la police, "Black Lives Matter" a interpellé de nombreuses institutions dans le monde pour réclamer du changement et une meilleure représentation. Selon Petter Eide, il "a ouvert le débat et attiré l'attention dans de nombreux pays". Des dizaines de milliers de personnes (parlementaires et ministres de tous les pays, anciens lauréats, certains professeurs d'université, etc.) sont habilitées à soumettre une candidature au Nobel de la paix. Les candidatures, qui doivent être envoyées avant la date-limite du 31 janvier, sont généralement tenues secrètes à moins que leurs promoteurs ne choisissent de dévoiler leur choix.

COVID-19:

LE CONFINEMENT PARTIEL À DOMICILE RECONDUIT DANS 19 WILAYAS

La mesure de confinement partiel à domicile, de 20 heures à 5 heures du matin, a été reconduite dans 19 wilayas pour 15 jours supplémentaires à compter de dimanche, indique samedi un communiqué des services du Premier ministre. Cette mesure de confinement est applicable dans les wilayas de Batna, Biskra, Blida, Bouira, Tébessa, Tlemcen, Tizi-Ouzou, Alger, Djelfe, Sidi Bel Abbès, Constantine, Mostaganem, M'Sila, Oran, Boumerdes, El Tarf, Tissemsilt, Aïn Temouchent et Relizane. "Vingt-neuf (29) wilayas ne sont pas concernées par cette mesure de confinement à domicile. Il s'agit d'Adrar, Chlef, Laghouat, Bejaia, Béchar, Oum El Bouaghi, Tamenghasset, Tيارت, Djelfe, Sétif, Saïda, Skikda, Annaba, Guelma, Médéa, Mascara, Ouargla, El Bayadh, Illizi, Bordj Bou Arréridj, Tindouf, El Oued, Khenshela, Souk Ahras, Tipaza, Mila, Aïn Defla, Naâma et Ghardaïa, a ajouté la même source. "Les walis peuvent, après accord des autorités compétentes, prendre toutes mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des

CORONAVIRUS:

235 NOUVEAUX CAS, 196 GUÉRISONS ET 4 DÉCÈS CES DERNIÈRES 24

Deux cent trente-cinq (235) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 196 guérisons et 4 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, samedi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Coronavirus, Dr Djamel Fouar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 107.122 dont 235 nouveaux cas, soit 0,2 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 5008 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 73152, a précisé Dr Fouar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 16 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 24 n'ayant enregistré aucun cas, alors que 8 autres ont enregistré plus de 10 cas, a-t-il ajouté. Par ailleurs, 33 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

Le GECF lance une campagne de sensibilisation sur les avantages du gaz naturel



Le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) a annoncé, dans un communiqué, le lancement d'une campagne de communication sur ses canaux de médias sociaux afin de sensibiliser sur les avantages économiques et environnementaux du gaz naturel. "Il s'agit de fournir à travers une série d'articles, des chiffres

et des données faciles sur cette source d'énergie et attirer également l'attention sur toute idée fausse concernant cette importante source que l'on trouve en abondance dans différentes régions du monde", précise le Forum. Cité dans le communiqué, le Secrétaire général du GECF, Yuri Sentyurin souligne qu' "en raison de la

complexité des systèmes énergétiques, les utilisateurs finaux ont rarement un aperçu des processus qui alimentent finalement la plupart des aspects de leur vie quotidienne, tels que l'électricité à la maison, les perspectives pour les technologies de pointe, le ravitaillement en carburant des véhicules et autres". Il a également soutenu que des données et des informations scientifiquement fondées sont défendues au GECF, qui a été créé pour apporter une meilleure compréhension de la technologie qui sous-tend le spectre complet des domaines énergétiques, pour promouvoir le gaz naturel comme carburant de choix, ainsi que pour promouvoir la coopération à tous les niveaux. Le Forum, a, dans ce sillage, rappelé qu'il avait récemment conclu un protocole d'accord historique avec l'UNESCO afin de renforcer encore son rôle dans la protection de l'environnement et de cultiver une "culture de comportement énergétique responsable". "Le but de notre campagne est de démystifier le monde de l'énergie. Aujourd'hui, alors que nous vivons à une époque d'appétit croissant pour l'énergie, de lutte sans cesse croissante pour la protection du climat et un avenir meilleur pour tous, les médias sociaux sont devenus un outil de la géopolitique mondiale", ajoute la même source. La campagne du GECF vise à donner à la communauté du monde entier une nouvelle appréciation et une nouvelle compréhension d'un élément qui a un "impact si puissant" sur la qualité de vie des gens, a noté le représentant du Forum.

TIZI-OUZOU:

recherche, depuis jeudi, d'un vieil homme disparu



Une opération de recherche d'un vieil homme âgé de 77 ans, disparu depuis jeudi au village Ihistine, à Ait Yahia Moussa, au Sud-ouest de Tizi-Ouzou, se poursuit encore, a indiqué samedi un communiqué de la protection civile.

Pas moins de 140 agents de la protection civile des unités de Draa El Mixan, Ouadghas, Tizi-Ghenif et Draa Ben-Khedda ont été mobilisés pour les besoins de cette opération à laquelle participe, également, les brigades canines de la protection civile de Médéa et d'El Hamiz (Alger). Les équipes de recherche ont été renforcées par des éléments des unités de la protection civile des wilayas de Médéa, Bouira et Boumerdes qui sont à pied d'œuvre depuis jeudi dernier, a-t-on souligné de même source. Pour l'heure, aucune trace du vieil homme, dont la disparition a été signalée par des membres de sa famille depuis jeudi, "n'a été repérée", a-t-on appris du chargé de communication de la direction locale de la protection civile, le capitaine Kamel Bouchakor.

PLUIES ORAGEUSES SUR PLUSIEURS WILAYAS DU CENTRE ET DE L'EST DU PAYS DIMANCHE

Des pluies, parfois sous forme d'orages orageuses, affecteront plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays à partir de dimanche, selon un bulletin météorologique spécial (BMS) émis, samedi, par l'Office national de la météorologie. Les wilayas concernées par cette alerte de niveau Orange sont: Tizi-Ouzou, Bejaia, Djelfe, Skikda, Annaba, le Nord de Sétif, Mila, Constantine et El Tarf, précise la même source. La quantité de pluie estimée durant la validité de ce BMS prévue de dimanche à 03h00 jusqu'à 12h00, devra varier entre 20 et 30 mm et pouvant atteindre ou dépasser localement 40 mm, indique le bulletin.

AU MOINS 2.206.873 MORTS DANS LE MONDE

La pandémie du coronavirus a fait 2.206.873 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi samedi de sources sanitaires officielles. Depuis le début de l'épidémie, plus de 102.002.160 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués, dont au moins 61.888.000 sont aujourd'hui considérés comme guéris. Ces chiffres se fondent sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires de chaque pays et excluent les révisions réalisées a posteriori par des organismes statistiques,

comme en Russie, en Espagne et au Royaume-Uni. Vendredi, 15.361 nouveaux décès et 592.397 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les États-Unis avec 3.614 nouveaux morts, suivi du Mexique avec 1.434 morts et le Royaume-Uni avec 1.245 nouveaux morts. Les États-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 436.810 décès pour 25.933.227 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les États-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 222.666 morts et

9.118.513 cas, le Mexique avec 156.579 morts (1.841.893 cas), l'Inde avec 154.147 morts (10.733.131 cas), et le Royaume-Uni avec 104.371 morts (3.772.813 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 181 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Slovaquie (167), le Royaume-Uni (154), la République tchèque (151) et l'Italie (145). L'Europe totalisait samedi à 11h00 GMT 731.716 décès pour 33.147.191 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 591.788 décès (18.742.278 cas).